

Rouge

PCF

A la recherche
d'une orientation

P 6-7

M 1578 N° 1134 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

9 au 15 novembre 1984

ETATS-UNIS

**Les élections
du fric**

NICARAGUA

**Les élections
du peuple**



Correspondance d'Alain Krivine de Managua

Oui, l'égalité des droits

Par Sonia Folloni

Strasbourg, Roubaix, Toulouse, Marseille, Brest, cinq coins de France d'où sont partis une soixantaine de jeunes immigrés à mobylette pour converger sur Paris le 1^{er} décembre. « La France, c'est comme une mobylette, pour avancer, il lui faut du mélange ». Le slogan fait un sort à toutes les théories qui prônent le renvoi des immigrés comme solution à la crise, et distillent ainsi le venin du racisme. Ils ont de l'humour les Beurs ! « Pour une France pluri-ethnique et multi-culturelle... » Humour et détermination. Malgré les tracasseries policières, la répression (Toumi, l'un des leaders de la Marche de l'année dernière est toujours en prison...), malgré les crimes racistes (45 jeunes tués depuis 1982 dénonce l'association des familles victimes du racisme et des crimes sécuritaires...)

Leur objectif : mobiliser, rassembler autour de cette initiative et pour soutenir la revendication de l'égalité des droits toutes les communautés, maghrébines, africaines, portugaises, italiennes, françaises, asiatiques. A l'heure où la droite ressoude ses rangs autour des thèmes sécuritaires et racistes, où Chirac peut se permettre de laisser ouverte la possibilité d'une alliance avec le Front national de Le Pen, les Beurs indiquent la voie de la seule riposte possible : la lutte et la mobilisation unitaire la plus large possible : la lutte et la mobilisation la plus large contre le racisme !

A l'heure où ce gouvernement, élu par les voix de gauche, n'hésite pas à renier ses engagements d'avant 1981 de la façon la plus honteuse qui soit, n'hésite pas à prendre des mesures se rapprochant de la loi Bonnet et Stoléro qu'il fit abroger en arrivant au pouvoir, seule la mobilisation unitaire pour exiger l'égalité des droits entre travailleurs peut enrayer la débandade à gauche, l'accentuation de la division entre travailleurs français et immigrés et faire face aux campagnes du Front national !

C'est pourquoi, dans toutes les villes, et le 1^{er} décembre à Paris, nous serons aux côtés des « rouleurs » pour exiger avec eux la reconnaissance de leurs droits : droit au travail, au logement, à l'école, non seulement dans les déclarations, mais dans les actes. Et contre les récentes mesures du gouvernement, droit au regroupement familial sans conditions. Droits d'expression, d'organisation et droit de vote aussi.

Convergence 84, c'est parti

Convergence 84, c'est parti ! Des cinq coins de la France (Marseille, Strasbourg, Roubaix, Brest et Toulouse), cinq groupes d'une dizaine de « rouleurs » à mobylette sont partis ce samedi 3 novembre pour silloner la France.

Au travers de toutes les étapes prévues, des collectifs de soutien et de participation se sont déjà mis en place dans toutes les villes et préparent activement l'accueil à l'image de ce qui a déjà été fait au moment du départ (voir ci-dessous le récit de Marseille).

Manifestations, réunions publiques, fêtes, telles sont les initiatives prévues généralement.

Elles seront autant d'occasions au cours de ce périple de réaffirmer la nécessité d'une lutte permanente contre le racisme, pour l'égalité des droits.

Autant d'occasions aussi pour les jeunes immigrés, qui furent la force motrice de la marche de l'an dernier, de se « mobylier » à nouveau autour de leurs exigences face à la justice, contre les crimes racistes et les meurtriers impunis, pour la libération de Toumi Djaidja.

Autant d'occasions pour tous les antiracistes d'exprimer ensemble leur volonté d'obtenir des mesures tangibles en faveur de l'égalité des droits, notamment le droit de vote ou le retrait des mesures de limitation du regroupement familial.

Le succès de Convergence 84 dépendra de cette faculté à rassembler tous ceux qui veulent lutter contre le racisme qu'avait eue la marche des Beurs de l'an dernier.

L'arrivée en banlieue parisienne le 30 novembre puis à Paris le 1^{er} décembre devra au travers d'un immense défilé de rue symboliser cette force rassemblée qui seule peut jeter les bases d'un mouvement permanent et constituer un sérieux coup d'arrêt à la montée « irrésistible » de l'extrême droite, à la banalisation grandissante des thèmes racistes.

Hélène Viken

► Morlaix: un accueil de 150 personnes

Le comité de soutien regroupant la CGT, la CFDT, le PC, la LCR, le PSU, la CSCV et la maison des jeunes avait organisé un rassemblement devant la mairie pour accueillir les rouleurs de Convergence. Ceux-ci étaient officiellement reçus par les conseillers municipaux du PC et du PS. Un pot, puis un spectacle, donné par El Mouna et Mounia Danse, se tenaient à la maison des jeunes.

Les fascistes récemment organisés à Morlaix ne purent mettre à exécution leur projet de contre-manifestation, devant un tel rassemblement. Ils durent se contenter d'une piteuse alerte à la bombe téléphonique durant le spectacle.

► Marseille: un bon départ

Un millier de personnes ont manifesté à Marseille pour le départ de Convergence 84, ce samedi 3 novembre. Le matin, c'est sous la pluie que les « rouleurs » ont pris le départ de l'Estaque-plage. Dépassant les bidonvilles présents depuis près d'un demi-siècle, ils sont passés à travers les différentes cités du quartier nord où un accueil chaleureux leur a été réservé.

A 13 heures, tout le monde s'est retrouvé devant le *Méridional*, quotidien local connu pour être le porte-parole des idées d'extrême droite (appel à voter Le Pen, exploitation de faits divers, etc.) Malgré les menaces du PFN et de quelques fascistes relatées par le journal, la manifestation sur la Canebière l'après-midi a montré la volonté des Marseillais à lutter contre le racisme, pour l'égalité des droits. Outre Radio Gazelle et la FASTI, on remarquait la présence d'une délégation de « A fiumara », des corses contre le racisme.

Dynamiques et nombreux, les JCR regroupaient les jeunes immigrés et des lycéens « français » derrière la banderole « Ensemble, contre le racisme, contre le fascisme ». La LCR terminait le cortège.

Dimanche à Aix, quelques centaines d'Aixoises ont accompagné les jeunes « rouleurs ». Bien plus nombreux que les fascistes qui avaient osé manifester il y a quelques jours, les antiracistes ont défilé aux cris de « Libère Toumi, enferme Le Pen ! »

Un bon début donc dans notre région pour Convergence 84. Au-delà de la réussite de cette initiative, ce bon départ est la meilleure réponse aux quatre cents vieux nostalgiques de l'Algérie française et aux barbouzes de tout poil qui avaient manifesté trois jours avant contre la présence de Cheysson en Algérie.

Alain
Correspondant à Marseille



Avec un film réalisé à Dreux
par le Collectif audiovisuel de la LCR : « La ballade de Khader ».
Soyez à l'écoute

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Formule choisie _____
Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



ETATS-UNIS

Une prime pour Reagan-la-guerre

Reagan a été réélu triomphalement. Au-delà du matraquage des médias, la « démocratie américaine » révèle une nouvelle fois sa véritable nature, celle d'un impitoyable système d'exploitation. Pour les peuples du monde, le second mandat de l'ancien acteur d'Hollywood aura les plus funestes conséquences.

Reagan superstar. Avec plus de 60 % des suffrages exprimés, le candidat républicain va pouvoir exercer un second mandat à la tête de la première puissance impérialiste de la planète. La grande presse, les chaînes de télévision, s'extasient sur le « raz-de-marée » que constitue cette réélection. Il est vrai que l'hôte de la Maison-Blanche a rafé la majorité absolue des voix dans 49 des 50 Etats du pays. Un record dont on ne trouve que quelques précédents dans l'histoire des Etats-Unis, le dernier en date remontant à 1972, lorsque Nixon écrasa son adversaire démocrate, MacGovern.

A y regarder de plus près, il n'y a cependant pas de quoi applaudir à ce grand succès « démocratique ». Car on ne dira jamais assez que l'issue de chaque élection américaine est avant tout déterminée par la puissance des moyens financiers mis en œuvre. Les partis bourgeois en présence — appuyés par divers lobbys financiers et patronaux — dépensent sans compter des sommes colossales pour assurer leur victoire, pour inonder l'opinion de spots publicitaires plus indigents les uns que les autres. Ainsi, pour cette campagne électorale, un milliard de dollars ont été dépensés, chiffre qui ne prend pas en compte les frais occasionnés par les scrutins qui ont désigné des milliers de fonctionnaires et d'élus régionaux au Congrès et qu'on évalue généralement à huit cents millions de dollars.

Ce formidable déferlement de moyens financiers a quelque chose de révoltant

dans cette Amérique à deux vitesses, où un habitant sur six vit en dessous du seuil de pauvreté, où huit millions de travailleurs sont sans emploi et où, au cœur même des grandes cités, prolifèrent de véritables poches de misère où s'entassent les minorités raciales du pays. « *América is beautiful* » (l'Amérique est belle), chantaient les supporters du président réélu, dans la nuit du 6 au 7 novembre. Cela est moins que jamais vrai.

America is not beautiful

Démocratique, l'Amérique de Reagan ? On ne saurait le prétendre alors que près d'un citoyen sur deux se sent à ce point étranger au jeu politique, qu'il ne se rend pas aux urnes. Parmi eux, l'immense majorité des exclus du temple du capitalisme (Noirs, Portoricains, ouvriers, jeunes, etc.). En 1980, Reagan ne fut élu qu'avec 27 % des inscrits. Cette fois, le taux de participation a été plus important. Reste que le vainqueur ne pourra se prévaloir que du soutien de 30 % des citoyens en âge de voter. Et une chose est de toute façon certaine, parmi ceux qui se sont déplacés, il ne sera pas l'élu de la partie la plus exploitée de la population. Un exemple, parmi d'autres en témoigne : dans le Mississippi gagné par le président sortant, 91 % des électeurs noirs ont voté contre lui.

On ne peut s'empêcher de comparer ces

faits à la situation au Nicaragua, où des élections générales se déroulaient presque au même moment. Dans ce petit pays sortant à peine d'une longue dictature, les révolutionnaires sandinistes ont donné au monde un exemple d'élections démocratiques (voir page 4). Ils ont offert à tous les partis les moyens (y compris financiers) de s'exprimer et se sont appuyés sur la mobilisation populaire. On en connaît les résultats. C'est tout un peuple qui s'est rendu dans les bureaux de vote pour défendre sa révolution, malgré les consignes d'abstention des partis réactionnaires.

Mais cette réalité-là, les médias occidentales la dissimulent soigneusement. Elles n'ont pas hésité à suivre Reagan pour qualifier de « farce » les élections nicaraguayennes. Mais pour elles, sans doute, il n'est de bonne démocratie que celle qui sert les intérêts des trusts et des puissances d'argent.

« Vous n'avez encore rien vu »

Au-delà du folklore, la réélection triomphale de Reagan aura les plus graves conséquences pour les peuples du monde.

Pour les travailleurs des pays occidentaux comme pour ceux des Etats-Unis, elle signifiera un approfondissement des politiques d'austérité. Les capitalistes du monde entier vont se sentir encouragés pour lancer de nouvelles attaques contre les conditions d'existence du plus grand nombre, au nom de la défense de leurs sacro-saints profits. D'autant que, pour faire porter le poids de sa crise aux bourgeoisies concurrentes et pour attirer outre-Atlantique une masse de capitaux destinés à combler le déficit budgétaire record des USA, l'administration républicaine continuera à pratiquer de hauts taux d'intérêt sur le dollar.

La victoire de Reagan accroîtra, en outre, l'état de dépendance du tiers-monde. Saignés par les multinationales et les groupes financiers, soumis aux fluctuations du billet vert grâce auquel s'opèrent la plupart des transactions commerciales, les pays

sous-développés verront s'alourdir massivement leur endettement.

Parallèlement, Washington intensifiera sa politique belliciste et guerrière. Jeane Kirkpatrick, principal conseiller de la Maison-Blanche en matière de politique étrangère, n'en fait pas mystère, dans une interview à *l'Express* du 2 novembre : « *Ce qui domine, c'est la volonté de restaurer la puissance américaine et la confiance en nous-mêmes (...). Nous avons modernisé notre appareil militaire et modifié, en notre faveur, l'équilibre des forces dans le monde.* »

N'en doutons pas, l'un des premiers tests de cette politique s'effectuera en Amérique centrale. Reagan l'a toujours proclamé : « *La mer des Caraïbes et l'Amérique centrale sont notre quatrième frontière.* » Ces propos ont une signification précise : c'est aux confins des USA que se joue la crédibilité du redéploiement de la citadelle impérialiste. Un échec dans cette « arrière-cour » atteindrait durement les prétentions de la Maison-Blanche à imposer son leadership sur « le monde libre ». Tel est aujourd'hui le raisonnement des stratèges du Pentagone.

Aussi, il est plus que probable que la pression va s'accroître sur l'isthme centro-américain. Tout sera fait pour briser les luttes populaires au Salvador et au Guatemala comme pour éliminer ce ferment révolutionnaire, cet exemple contagieux que constitue le Nicaragua sandiniste. Tous les instruments de l'action extérieure seront utilisés : assistance militaire et financière aux régimes et forces alliés, opérations diplomatiques, manœuvres déstabilisatrices fomentées dans le secret, etc. A plus ou moins brève échéance, un tel dispositif peut déboucher sur une intervention directe, semblable à l'invasion de l'île de la Grenade, il y a un an.

« *Vous n'avez encore rien vu* », expliquait l'ancien acteur d'Hollywood à ses partisans, dans la nuit du 6 novembre. Voilà qui résonne comme un avertissement et qui renforce l'urgence d'une lutte prolongée et résolue contre l'impérialisme.

Christian Picquet

CORRESPONDANCE D'ALAIN KRIVINE DU NICARAGUA

Le peuple a gagné une nouvelle bataille

Les premières élections libres viennent de se tenir au Nicaragua. Six cents journalistes et trois cents observateurs ont suivi le déroulement de ce scrutin. Parmi les invités se trouvait une délégation de la IV^e Internationale dont notre camarade Alain Krivine. Voici ses premières notes téléphonées.

Un bulletin de vote dans une main, un fusil dans l'autre, le peuple nicaraguayen a livré à la face du monde un nouvel exemple de sa combativité et de sa politisation.

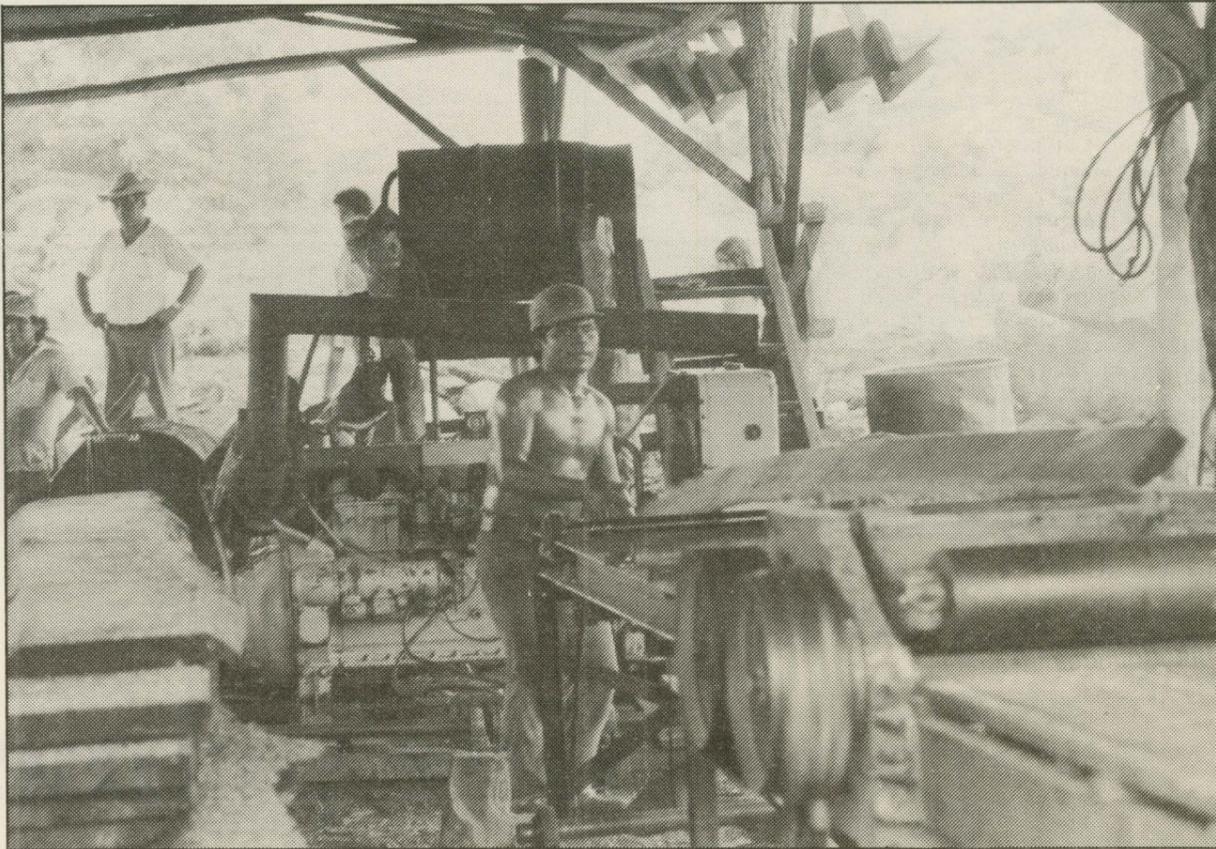
Asphyxié économiquement, agressé quotidiennement au Nord, au Sud et à l'Est par dix mille mercenaires armés, le FSLN a tenu sa promesse et a réussi à organiser, dans un pays en état de guerre, une des consultations les plus démocratiques jamais réalisées ces derniers temps.

Face aux partis pro-impérialistes, regroupés dans la *Coordinadora*, qui prônaient le boycott, le Front avait mobilisé toutes ses forces pour obtenir la victoire contre l'abstention et gagner le maximum de voix. Il voulait faire la démonstration qu'une totale liberté existait pour tous les courants politiques, à l'exception de ceux qui avaient pris les armes contre le pouvoir.

Dimanche 4 novembre, toutes les précautions avaient été prises : l'armée et les milices étaient sur le pied de guerre pour protéger les urnes, notamment dans les zones de combat.

Dès six heures du matin, de longues files se formaient devant les bureaux de vote. Pour notre part, nous étions à quelques kilomètres de la frontière du Honduras, à Ocotol, région où les combats sont quotidiens. Il fallait voir ces travailleurs, ces paysans, voter librement pour la première fois de leur vie, présenter leur carte électorale pour se diriger ensuite vers l'isoloir, geste obligatoire que certains ne comprenaient pas, puis le dépôt dans l'urne des deux bulletins, en présence des délégués de tous les partis politiques.

Quatre jours avant, à quatre kilomètres de ce même endroit, six miliciens



étaient tombés au combat. Dimanche, la contra n'a réussi à attaquer qu'une dizaine de bureaux de vote.

Le soir, quand les premiers résultats sont tombés, ce fut l'explosion de joie à Managua, Leon, Matagalpa. Dans toutes les villes, les

villages, des centaines, des milliers de gens ont envahi les rues. C'était la victoire.

80 % de votants, 67 % pour le FSLN, près de 30 % pour les partis de droite — PPSC (6 %), PLI (10 %) et PCD (13 %) — les deux PC pro-soviétiques totali-

sant, à eux deux, environ 3 % des voix et le petit parti d'extrême gauche marxiste-léniniste n'atteignant pas les 1 %.

Quelques résultats sont particulièrement significatifs, notamment dans les zones de la « contra » : à Bluefields, le FSLN obtient 64 % des voix, dans les régions miskitos 74 % mais il y a 30 % d'abstentions. Au Nord, à la frontière du Honduras, 71 % et près du Costa Rica 78 %. A noter un pourcentage relativement élevé de bulletins nuls, peut-être 10 %, liés à des raisons politiques ou à l'incompréhension du système électoral. Il fallait, en effet, mettre une croix dans la case de son parti et certains ont écrit sur le bulletin : FSLN.

Ce vote est donc clair : la « contra » bénéficie du soutien d'une petite minorité de la population mais significative, la bourgeoisie qui joue le jeu représente environ 30 % du corps électoral.

La population a le sentiment d'avoir gagné une nouvelle bataille mais elle est consciente que les difficultés demeurent. La campagne terminée, on se prépare à une invasion américaine. En même temps, la récolte du café va mobiliser des dizaines de milliers de volontaires.

Cette nuit, la fête finie à Managua, chacun est à son poste. Des milliers de militants des Comités de défense sandinistes veillent, gardent comme chaque nuit leurs entreprises, leurs quartiers.

La veille du scrutin, Daniel Ortega déclarait devant deux cent mille personnes enthousiastes : « Vous allez voter pour votre terre, vos montagnes, votre mer, votre soleil. Vous allez voter pour la poésie, la culture. Vous allez voter pour défendre votre révolution. » C'est cela la révolution sandiniste.

Managua.
6 novembre 1984
Alain Krivine

L'ignorance et le mensonge

Le gouvernement de Managua est-il totalitaire ou militaire ? C'est sur cette grave question que se sont penchées sans relâche les médias avant et pendant les élections du 4 novembre.

Vendredi 2 novembre, au journal de 20 h d'Antenne 2, on parlait d'« élections auxquelles l'opposition n'a pas participé, faute de garanties ». Au journal de 12 h 45, lundi, on assurait : « La victoire est certaine pour les militaires actuellement au pouvoir. » En Amérique latine, c'est bien connu, toutes ces dictatures se ressemblent...

La question véritable, c'est plutôt de savoir à qui, de Marcel Niedergang dans *le Monde* ou de Christian Martin dans *Libération*, revient la palme des préjugés bornés, de la mauvaise foi et de la langue de bois. A vous de juger.

Libération, le 2 novembre : « La pénurie au cœur des élections ». Va-t-il être question du blocus économique et du coût de l'effort de guerre imposé par Reagan ? Erreur, Bolanos,

le dirigeant de l'organisation patronale Cosep, l'impute à « l'étatisation économique » qui « se renforce de jour en jour ». Petit détail ennuyeux, le secteur privé qu'il représente contrôle 45 % de l'économie, comme C. Martin lui-même le remarque ingénument...

De toute façon, la pénurie est inévitable dans un pays où la distribution des grains souffre une rétrogradation, où « une douzaine de produits de base sont actuellement rationnés » et où, comble de l'horreur bureaucratique, ce sont les Comités de défense sandinistes qui distribuent la carte de rationnement. A partir de là, Martin, qui n'en est plus à une malhonnêteté près, laisse entendre qu'ils sont responsables de la pénurie, et indirectement du marché noir, oubliant tout simplement que ce sont eux qui l'enrayent et luttent contre les spéculateurs.

On n'en finirait plus d'énumérer les mensonges et les preuves d'ignorance caractérisée : « 80 % des

paysans nicaraguayens « vivent » à l'écart des coopératives d'Etat » ; cette seule phrase concentre deux contrevérités puisque environ 50 % des paysans sont organisés en coopératives — indépendantes — et que les exploitations peuvent être soit privées, soit coopératives, soit d'Etat, mais pas tout à la fois !

« Le bon propagandiste doit aussi mentir, faisant valoir qu'au Costa Rica "c'est pire"... » Martin sait-il qu'au Costa Rica les prix à la consommation ont augmenté de 90 % en 1982, contre 25,5 % seulement au Nicaragua, le gouvernement s'efforçant d'assurer avant tout un ravitaillement minimum pour tous ?

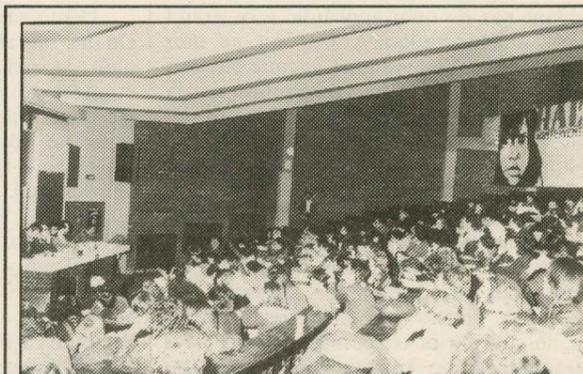
Le fiel de Niedergang est plus politique : pour lui, un militant « ne se pose pas de questions » et « récite le catéchisme sandiniste ». La « moiteur tropicale qui enveloppe tout » facilite l'endoctrinement de la population qui, chose curieuse, vient tout de même à « un millier »

pour cela, dans un simple meeting de quartier...

Le titre de cet article, paru dans *le Monde* le 3 novembre : « Le Front est partout », annonce la couleur : il sera question du « matraquage sandiniste à la télévision d'Etat », de la « toute puissance de l'appareil d'Etat sandiniste ». Bolanos (encore lui !) porte un jugement autorisé sur les élections : « La loi électorale n'est pas démocratique », il y manque « l'égalité des chances ». Inutile de mentionner que tous les partis ont été également subventionnés par l'Etat pour la campagne...

Et enfin, le 6 novembre, le même Niedergang, obligé de reconnaître la participation massive, la régularité des élections, et craignant le ridicule devant les évidences, se rabat sur les procès d'intention, en spéculant, sans preuves, sur des pressions des Comités de défense sandinistes contre l'abstention... en essayant de discréditer le processus dont ces élections ont au contraire démontré la légitimité.

Sophie Joanny



Cinq cents personnes ont participé les 3 et 4 novembre aux Etats-Généraux organisés par les comités de solidarité avec l'Amérique centrale, en présence de représentants du Nicaragua, du Salvador. Ici une vue de l'assemblée de clôture.

Connaître le danger

● Une nouvelle revue : Article 31

« Connais ton ennemi mieux que toi-même » : ce vieil adage n'a rien perdu de son actualité. A l'heure où les thèmes classiques de l'extrême droite paraissent retrouver une nouvelle jeunesse, où les discours fascistes et racistes sont banalisés, l'information est le premier devoir de ceux qui combattent la résurgence de la bête immonde.

On ne peut, à cet égard, qu'accueillir chaleureusement la sortie d'Article 31. Comme l'indique sa rédaction, cette nouvelle revue, « rédigée par une équipe de militants de gauche et par des journalistes indépendants spécialisés dans les problèmes abordés, s'est fixé pour objectif d'apporter à ses lecteurs des éléments d'information et de réflexion sur les activités de l'extrême droite et de la "nouvelle droite", au niveau national et international, leurs liens avec la droite classique, les imbrications existant entre ces divers courants, leur(s) stratégie(s) leurs buts réels ».

Le titre de la nouvelle publication fait référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme qui comporte trente articles. « Aucun d'entre eux cependant, expliquent les rédacteurs, ne concerne le droit et le devoir de chaque personne de s'élever, par des moyens conformes à l'esprit de la déclaration, contre ceux qui n'en respectent pas les termes. Ce pourrait être l'objet d'un article 31 ».

La première livraison d'Article 31 est de bon augure. On y trouve une intéressante analyse des liens entre la nouvelle droite et les réseaux néo-nazis, un dossier sur les thèmes de propagande du Front national, des informations sur l'activité des groupes fascistes dans le monde. Une tribune libre marque enfin la volonté de la revue de lier son activité aux courants politiques et syndicaux du mouvement ouvrier.

Souhaitons la bienvenue à Article 31. Et, pour ce faire, abonnons-nous. L'abonnement annuel est de 150 francs (soutien à partir de 200 francs) et les chèques (à l'ordre de J. Grobety) doivent être envoyés à SEP, 1 rue Keller, 75 011 Paris.

Christian Picquet

Travail et sidérurgie

Revue Travail, n° 4, 40 F

Un dossier, — Sidérurgie : voyage au centre du crassier — représente l'essentiel du n° 4 de la revue Travail, bulletin de l'AEROT (Association d'enquêtes et de recherches sur l'organisation du travail).

Hormis l'article trop rapide, — « Des choix derrière les chiffres — l'ensemble est tout à fait passionnant. Tout particulièrement un entretien avec Marcel Donati, ouvrier lamineur à Longwy, sur l'évolution de l'usine depuis les années cinquante jusqu'à l'automatisation actuelle. De même, fourmillant d'éléments de réflexion, il faut citer un article de Gérard Noirel, « Défendre l'usine secrète » et un autre, « Une négociation peu ordinaire », qui analyse les décisions des directions et du gouvernement de fin 1978 à aujourd'hui.

Un autre aspect du dossier est important pour la compréhension du travail ouvrier : la combinaison entre la Solmer et Italsider (Gênes) du point de vue de l'usage de l'informatique.

Complétant ce numéro, hors dossier, une enquête sur « Les Palestiniens et le travail en Israël : construire les maisons des autres » et un article sur les effets de la crise, en Hongrie.

Pierre Rème

DERRIERE LES DEBATS SUR LA "COHABITATION" (2)

La droite face à des choix cruciaux

Bien que la logique de l'échec se répande à gauche, la droite connaît aujourd'hui une crise larvée. C'est qu'une question cruciale lui est posée : « Que faire en cas de victoire ? » Et cela provoque une intensification de la guerre des chefs.

Un paradoxe domine actuellement la vie politique. Au fur et à mesure qu'elle paraît se rapprocher du pouvoir, que se développe, à gauche, une logique de l'échec (voir Rouge du 2 novembre), l'opposition réactionnaire se trouve plus que jamais en proie aux rivalités de personnes et semble incertaine quant aux choix qu'elle sera amenée à opérer en 1986. Un tel climat amoindrit considérablement sa crédibilité dans l'opinion. Tous les sondages l'attestent : le discrédit spectaculaire qui frappe le PS et le PCF ne se traduit pas par une adhésion équivalente au camp bourgeois.

On aurait tort de voir dans cette situation, le reflet d'options fondamentalement opposées. Toutes les forces en présence partagent le même dessein : favoriser la relance des profits capitalistes par une brutale attaque contre les principales conquêtes ouvrières. Les ouvrages de Giscard (*Deux sur trois*), de Barre (*Réflexions pour demain*) ou des amis de Chirac (*Libres et responsables*) contiennent des recettes identiques : retour à une totale liberté des prix et des changes, diminution massive des salaires, assouplissement des conditions d'embauche et de licenciement, avantages fiscaux pour les possesseurs de capital, dénationalisation du crédit, démantèlement du secteur public, etc.

L'héritage de 1981

La racine essentielle de la crise larvée du camp réactionnaire doit être recherchée en 1981. Etrillés par la victoire de la gauche, les états-majors du RPR et de l'UDF se sont bornés à « verrouiller » leurs formations, afin d'éviter l'éclatement dont elles étaient menacées. Il en est résulté un immobilisme dont ils paient désormais le prix.

Dans ce contexte, la droite s'est révélée incapable de forger un projet cohérent, susceptible d'unifier la classe dominante et d'attirer durablement les secteurs flottants de l'électorat. Il est ainsi significatif que le soin de la réflexion doctrinale ait été laissé à divers clubs. Ce qui n'a pas tardé à entraîner des dérapages, ces derniers faisant assaut de propositions ultra-reaganiennes, peu adaptées aux besoins réels d'un patronat confronté à une crise et à une concurrence étrangère accrues. Les chefs de file de l'opposition s'efforcent maintenant de faire oublier ces incohérences qui ont affaibli un peu plus leur crédit.

De la même façon, les appareils bourgeois sont demeurés aux mains des caciques. Ce qui a provoqué de vives tensions cet été avec la génération des « cadets », parvenus à la tête de la plupart des municipalités perdues par la gauche en 1983, mais tenus à l'écart des sérails parisiens.

L'affrontement des crocodiles

Deux données font aujourd'hui éclater les divergences de tactique au sein de la droite : la concurrence exercée par le Front national et l'évolution de la politique gouvernementale depuis juillet dernier. Alors que se rapproche l'échéance de 1986, les courants en présence se divisent sur la réponse qu'il convient d'apporter aux ouvertures du pouvoir et à la perspective

d'une collaboration entre un président socialiste et une majorité parlementaire conservatrice. Et ces désaccords prennent la forme d'une accentuation de la « guerre des chefs ».

Chirac dispose de l'infrastructure organisationnelle la plus solide. Mais il est aussi celui qui pâtit le plus de la montée de l'extrême droite. A la moindre velléité de

Observateur du 12 octobre : « Le rôle de l'opposition n'est pas de se créer un adversaire imaginaire mais de répondre à un adversaire véritable. Il n'y a pas lieu de parler de "socialo-communistes" ou du "marxisme qui ronge la France", puisque le langage et la pratique du gouvernement semblent avoir changé. »

Tout autre est la démarche de Barre. Ne disposant d'aucun appareil véritable, l'ancien Premier ministre construit patiemment son réseau, en particulier à l'intérieur de l'UDF, et cherche à gagner la confiance du grand patronat, grâce à l'action de ses dix-huit groupes d'étude réunis sous l'appellation GESEC. Il reste que, bien que progressant dans les sondages, il n'est pas à même d'espérer jouer un rôle central en 1986. Il met donc délibérément le cap sur l'élection présidentielle de 1988. D'ici là, il escompte que ses deux concurrents



« décripation », la fraction dure de son électorat menace de passer chez Le Pen, comme ce fut déjà le cas le 17 juin. Pour conjurer le danger, il développe dès lors un discours contradictoire. D'un côté, il laisse la porte ouverte à une collaboration avec le Front national et reprend à son compte nombre de thèmes de celui-ci (sur la sécurité, l'immigration ou la natalité). De l'autre, il tente d'affirmer une image légaliste et responsable, acceptant officiellement la perspective d'une cohabitation avec Mitterrand jusqu'en 1988.

Giscard, quant à lui, parie sur une collaboration inévitable avec les socialistes. Il remet en avant son vieux projet consistant à rassembler « deux Français sur trois » autour d'un « groupe central » soudé par une politique « moderniste », « libérale » et « sociale ». François Léotard, homme lige du nouveau député du Puy-de-Dôme à la tête du Parti républicain, résume bien son approche, dans une interview au *Nouvel*

directs se seront discrédités en acceptant de « cohabiter » et en appliquant une politique qui les rendra rapidement impopulaires. Cela le conduit à se poser en recours, repoussant les « pièges » de la cohabitation au nom de l'esprit des institutions gaullistes et à développer un discours attrape-tout. A la télévision, le 5 novembre, on l'a vu tout à la fois prôner le rétablissement de la peine de mort, flatter les électeurs de Le Pen qualifiés de « braves Français » et saluer certaines réalisations du gouvernement actuel.

On est là au cœur des difficultés de la droite. Gageons que celles-ci s'approfondiront dans les prochains mois, en fonction des échéances politiques qui s'annoncent, à commencer par le débat sur la réforme de la loi électorale.

Christian Picquet

● Prochain article : les enjeux de la réforme électorale.

PCF

Pour un capitalisme à visage humain

Le PCF cherche une nouvelle vérité historique. Les abandons successifs de la référence au marxisme-léninisme, à la dictature du prolétariat, au modèle d'octobre 1917, ainsi que de toute perspective de rupture avec le capitalisme créent un grand vide. Il est comblé par une orientation en miettes, dont l'aspect général est une dérive réformiste accentuée.

Ce n'est pas dans les textes officiels du PCF qu'il faut chercher les évolutions politiques réelles. Ces documents sont, le plus souvent, l'expression de l'équilibre des positions politiques présentes dans l'appareil. Le document préparatoire au XXV^e Congrès n'échappe pas à cette règle.

En revanche, les *Cahiers du communisme*, la revue politique du parti, livrent régulièrement leur lot d'articles de « renovateurs » officiels, têtes chercheuses théoriques patentées. A ce jeu, Félix Damette et Jacques Scheibling excellaient avant leur disgrâce. Ils ont légué la théorie de l'abandon de toute rupture avec le capitalisme. C'est sur la base de cette « avancée théorique » qu'un nouveau tandem, Pierre Jaeglé et Pierre Roubaud, extrapole pour le compte de la direction les conséquences de cette thèse.

Un sectaire nommé Lénine

Dans cette revue les *Cahiers du communisme*, les deux auteurs signent ainsi une série d'articles consacrés à la construction du socialisme comme processus continu (avril et mai 1984). Leur point de départ, c'est l'enterrement de Lénine. Celui-ci avait interprété la Commune de Paris comme « la forme enfin découverte par la révolution prolétarienne, sous laquelle s'accomplira l'affranchissement économique du travail » (*L'Etat et la révolution*, cité par eux). Lénine en tirait une leçon pour la Russie tsariste. Mais voilà : il en déduisait surtout une loi générale, historique, pour toute révolution prolétarienne. Ce qui constitue selon eux, « une généralisation abusive pour le monde entier », une « antinomie socialisme-capitalisme... unilatérale et absolue ».

Les voies de passage au socialisme sont, disent nos chercheurs, variées et l'idée même de la construction du socialisme « risque de suggérer un plan préétabli de société socialiste. plan dont la première étape est la discontinuité majeure de la révolution... »

Précisément, « Les communistes français affirment ainsi que leur projet n'a rien qui conduise à ces antagonis-

mes sociaux qui ont marqué l'histoire des Etats socialistes après la Révolution d'octobre. »

La chaîne d'une révision

Il ne s'agit donc plus de passer d'un mode de production à un autre mode de production par un bond dia-

lectique, par une rupture nette et violente.

Mais quelle peut bien être la différence entre systèmes capitaliste et socialiste, (s'entend selon eux dans les pays du socialisme réel) du point de vue des contradictions qui les traversent ?

Roubaud et Jaeglé confectionnent une grille de lecture permettant de comprendre la crise du capitalisme et les contradictions à l'œuvre en URSS, en RDA, ou celles qui se manifestent quand deux Etats socialistes (Chine, URSS) entrent en conflit.

« ...La soumission de la vie des hommes (travail vivant) aux moyens matériels de production qu'ils ont accumulés auparavant (travail mort passé) constitue la source fondamentale non seulement dans les Etats capitalistes de l'opposition entre les

travailleurs et la classe capitaliste, mais aussi, dans ces Etats et les Etats socialistes (du socialisme réellement existant [NDLR]), des nombreuses contradictions qui tendent à opposer les travailleurs entre eux. » (*Cahiers du communisme* mai 1984, page 100).

Au-delà de la rupture avec le mode de production capitaliste au nom de la perspective historique du mode production socialiste, au-delà des contradictions nées de la confrontation entre le marché capitaliste actuel et les économies des pays du « socialisme réel », par-delà la lutte des classes, une seule contradiction domine. Celle donnée par une espèce de loi objective du développement des sciences et des techniques, qui, par la mise en place de machines automatiques remplaçant l'homme, entraîne les

mêmes contradictions, quelque soit le mode de production, opposant les robots aux ouvriers.

Même s'il n'y a pas de chômage, dira en septembre dans la même revue, Anne-Marie Décaillot, une adepte de Roubaud et Jaeglé, la mise en place d'une nouvelle machine plus productive en RDA ou en France a le même effet, à savoir l'élimination du travail vivant, l'exclusion des ouvriers de leur poste de travail.

L'introduction de cette question désormais planétaire qu'est la révolution industrielle a pour fonction de gommer les natures particulières et antagoniques des deux modes de production. Il s'agit pour nos deux têtes chercheuses de dériver par glissements successifs vers le mythe cher à Herzog de l'économie mixte.

Une synthèse impossible

La conclusion ? Comme le capitalisme est né et a commencé d'influer dans le cours de la société féodale, le socialisme naît et intervient en tant que tel dans la société capitaliste existante.

En effet, la bataille centrale, pour l'économiste en chef du PCF, Herzog, se déroule entre la conception d'une amélioration de la productivité par le travail mort, solution des capitalistes, ou par le travail vivant, solution des communistes.

Comme il n'y a plus de rupture avec le capitalisme,

il faut, selon le rédacteur de l'ouvrage *L'Economie à bras-le-corps*, intervenir centralement dans la gestion industrielle, afin d'imposer la solution productive en faveur du travail vivant de l'emploi.

Cette vision de la lutte de classes qui ressemble plus au jeu du tir à la corde (entre robots capitalistes et ouvriers communistes) se fonde sur une révision stratégique revendiquée par Herzog. La stratégie a changé, dit-il, et ne se combine plus entre « l'attente d'un grand soir mythique » et « l'union étroite autour d'un gouvernement de gauche ».

Il faut « une révolution pacifique » qui « n'est pas dirigée de façon doctrinaire contre le privé ». Elle est fondée sur les nouveaux critères de gestion et sur la participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Il s'agit en fait de démontrer qu'on peut faire du profit, être concurrentiel en exploitant des hommes sans recourir outre mesure aux robots.

En somme un capitalisme à visage humain, dans lequel la classe ouvrière serait apte à neutraliser par la non-violence le choc des antagonismes de classes.

Comme dit le sous-titre du livre de Herzog, « *Economiser le capital pour libérer les hommes* ». Faire l'économie de la lutte des classes, voilà la thèse. Le mur du réformisme intégral est franchi.

Jean Lantier



Un défilé en RDA. La mise en place d'une nouvelle machine plus productive en RDA ou en France aurait le même effet, selon les théories du PCF.

Vient de paraître

10 francs

ZERO LICENCIEMENT 35 HEURES

BATTRE L'AUSTERITE !

AFFIRMER UNE GAUCHE INDICAPITALISTE !

PAS UN CHOMEUR DE PLUS ! PAS UN SOU DE MOINS !

Pas un immigré chassé Pas un ouvrier licencié

SOLIDARITE

LCR

Dossier ROUGE N°10 1009 - 6P. Editions 1984

PCF-CGT

Retour à la lutte des classes ?

Près de quatre mois se sont écoulés depuis le départ des ministres communistes du gouvernement. Quatre mois qui permettent de mieux cerner l'orientation du PCF et de la CGT.

Les mois écoulés depuis le départ de ses ministres permettent, à la lumière de l'expérience, de mettre en évidence les véritables intentions de la direction du PCF. Pour les mettre en relief, il convient d'inclure la direction de la CGT. Non pas que la centrale de Montreuil soit réductible aux militants du PCF qui y adhèrent. Mais elle est indiscutablement dirigée par le PCF.

Quelle stratégie ?

Passé le soulagement du départ des ministres du gouvernement, les militants d'entreprises du PCF se sont aperçus que l'alternative proposée par leur direction n'était pas de retrouver le chemin de la lutte des classes.

En guise de nouvel horizon politique, surgit un « nouveau rassemblement populaire majoritaire ». Loin des espérances de ces militants pour qui « départ » signifiait « luttes », cette orientation est en fait une tactique attrape-tout.

Elle permet, par son flou même, par la généralité de sa définition, d'inclure à peu près toutes les pratiques possibles. Le PCF espère tirer par là le bénéfice du mécontentement ouvrier, en critiquant la politique d'austérité représentée par le PS

et en ouvrant de manière limitée les vannes de l'action revendicative, hier gelée au nom du soutien au gouvernement de gauche.

Mais ce « nouveau rassemblement » autorise également les alliances, on ne peut plus larges, ouvertes à tous ceux qui veulent défendre le potentiel industriel, régional et national. L'absence de frontières de classe à ce genre d'alliance recèle la perspective d'une union sacrée en défense de l'appareil productif français. Elle n'exclut pas non plus l'unité avec le PS, dont la perspective est réaffirmée comme valide par le dernier comité central, même si elle n'est plus l'axe privilégié de l'union.

La caractéristique fondamentale d'une telle orientation est d'enlever tout débouché politique aux luttes ouvrières, au moment où toute revendication prend une dimension immédiatement politique.

La souplesse de la ligne correspond à l'espoir de la direction de voir le PCF et la CGT se renflouer en récupérant sur tous les terrains.

Gestion et revendications

L'orientation actuelle n'est pas identifiable à celle



Georges Marchais en compagnie de Charles Fiterman à la dernière fête de l'Humanité : comment concilier gestion et luttes ?

de 1947, c'est-à-dire à un retour au vocabulaire « lutte des classes » et au déclenchement d'actions d'envergure.

Au contraire, PCF et CGT mettent toute l'énergie

de leur appareil à lier la démarche revendicative aux propositions gestionnaires pour une politique industrielle compétitive.

A Creusot-Loire comme à Renault, cet axe a été choisi. Loin de recourir à la généralisation de la grève, à la globalisation de la question de l'emploi, cette politique a cantonné l'action à l'échelle de chaque usine.

PCF et CGT, à Renault, par exemple, lient, jusque dans la consultation organisée dans l'ensemble du groupe, l'exigence du maintien de l'emploi et du pouvoir d'achat à une politique industrielle dont ils présentent le contenu. Les élus CGT du CCE réclament l'objectif de 30 % de la valeur ajoutée pour le contrat de plan, une politique de bas de gamme pour conquérir le marché intérieur, une voiture susceptible de conquérir des parts du marché de l'exportation. Contre le déploiement ouest-américain de la Régie, la CGT propose tout simplement un développement capitaliste français.

Aimé Halbeher, membre du CC du PCF, dans *Economie et politique* d'octobre 1984, développe longuement la thèse des nouveaux critères de gestion qui, fondés sur l'emploi, permettent de garantir les profits et la

compétitivité par la qualification, la formation, la chasse aux gaspillages, la hausse de la compétitivité individuelle.

Loin de globaliser la lutte pour l'emploi contre les intérêts patronaux, CGT et PCF s'efforcent à démontrer, entreprise par entreprise, la validité du maintien de l'emploi par la garantie des profits.

Une nouvelle division du travail

Cette orientation, peu susceptible de fournir un socle homogène aux militants ouvriers du PCF, entraîne de la part de ces derniers un repli revendicatif dans la CGT. Ils ne mordent pas à l'hameçon des « solidarités nouvelles » et des contre-propositions industrielles.

Cette contradiction majeure est nourrie par les limites de l'action de la CGT. Servie par la dégénérescence droitière de la direction de la CFDT, et des manœuvres de division de FO, la direction cégétiste se retaille un profil combatif. Et si Krasucki affirme haut et fort qu'il est prêt à aller aussi loin que les travailleurs le veulent, il se garde bien de concrétiser sa formule de septembre : « Deux millions de travailleurs dans

la rue, pourquoi pas ? » Le 25 octobre des fonctionnaires, par l'absence de suite qui est donnée à cette 24 heures, montre toutes les limites tactiques de la direction de la CGT.

Si à la CGT échoit le rôle revendicatif, le PCF se comporte comme un verrou politique. Son attitude est fondée sur un constat d'échec. Le cycle politique ouvert par la perspective de l'Union de la gauche a tourné à l'avantage du PS. Le PCF attend le retour de la droite, et une nouvelle situation politique pour se refaire une santé.

Dans l'intervalle, il fera tout pour s'opposer à une dynamique d'affrontement avec le pouvoir. Il redoute par dessus tout de devoir répondre à la question brûlante du pouvoir central. Le grand silence de la CGT sur la rupture de la coalition PS-PCF, sur l'attitude à l'égard du gouvernement Fabius témoigne de cette volonté de dépolitiser l'action de masse.

Si, dans certains secteurs et certaines entreprises, les militants PCF, les cégétistes poussent bel et bien à l'action, le dispositif général du PCF et de la CGT ne repose pas sur la perspective de la grève générale.

Jean Lantier

Six abstentions: un symptôme

Six membres du comité central se sont abstenus sur le projet de résolution pour le XXV^e Congrès du PCF. Ellen Constans, Félix Damette, Pierre Juquin, Marcel Rigout, Ivan Tricart et Marcel Zamichei ont défrayé la chronique. Non seulement ils rompent l'unanimité traditionnelle mais les médias voient en eux un courant « rénovateur ».

Mais quelle expression particulière de ces militants permet-elle d'en déduire qu'il s'agit d'un courant ? On connaît l'attachement exprimé publiquement d'un Rigout à l'Union de la gauche et à la participation au gouvernement. Dans son fief de Haute-Vienne, avec Ellen Constans, le PCF conserve une audience de masse et ne tire pas un mauvais bilan du passage de Rigout au gouvernement.

La fédération de la Meurthe-et-Moselle, dont Zamichei est membre, s'était déjà signalée par un débat de sa direction fédérale reproduit dans les colonnes de *Révolution*. Il s'agissait en fait de l'expression d'un débat démocratique concentrant toutes les interrogations qui traversent le PCF, concernant les pays de l'Est, la démocratie interne au parti, le bilan du passage au gouvernement.

Félix Damette a servi pendant des années de pourvoyeur en innovations théoriques. Il couvrait d'une pseudo-élaboration marxiste, l'abandon de la référence au marxisme-léninisme.

Quant à Pierre Juquin, l'homme d'appareil qu'il représente osera-t-il renouveler ses critiques à l'égard

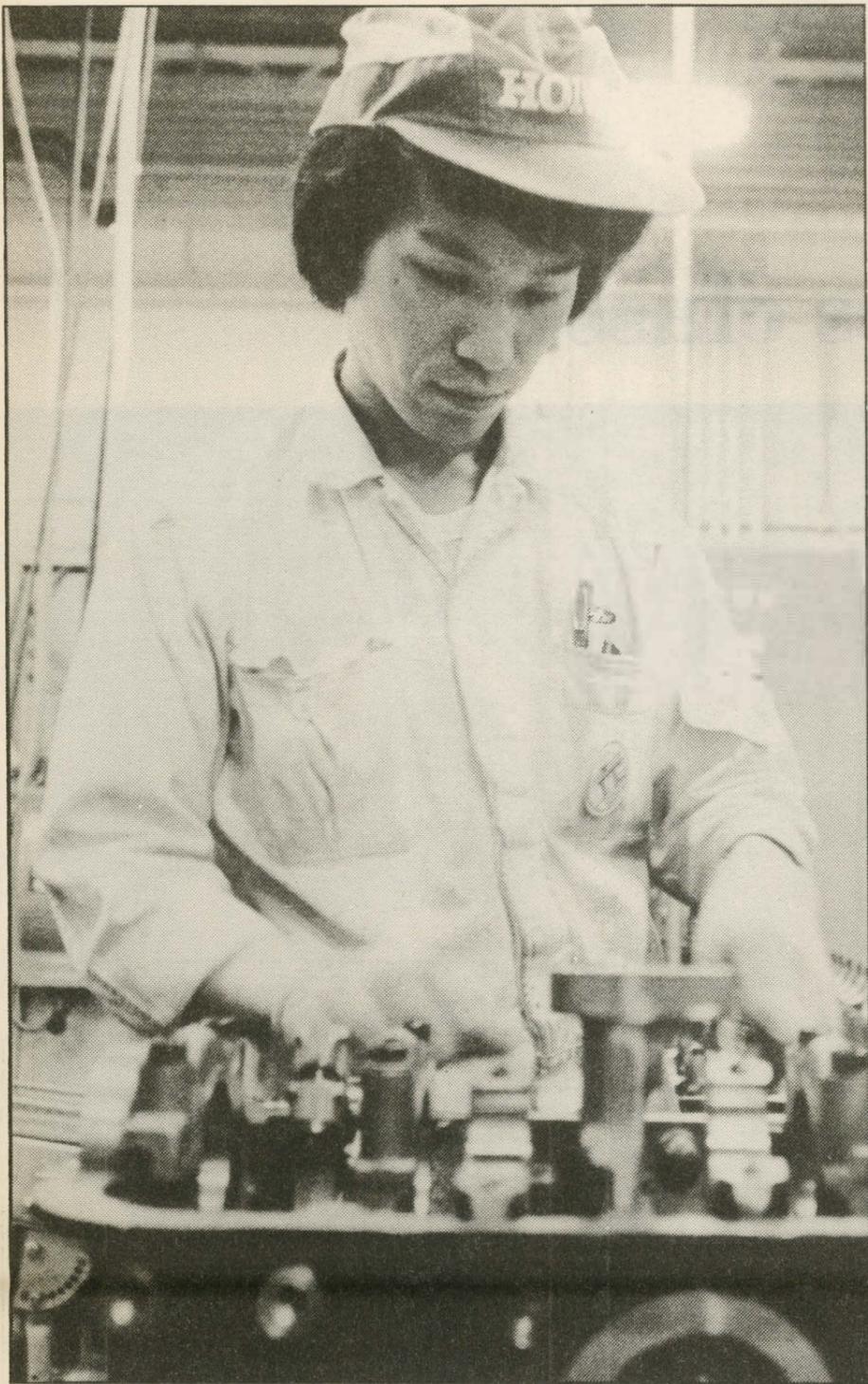
du centralisme démocratique ?

Sans doute la somme des abstentionnistes potentiels est-elle au CC plus importante. Mais les rénovateurs n'iront jamais plus loin en matière de rénovation que les remplaçants de Félix Damette au poste de tête chercheuse idéologique.

On voit mal comment ce groupe hétérogène peut entrer en connexion quelconque avec les préoccupations d'une base ouvrière traversée de mille interrogations, mis à part la question du fonctionnement.

Les six abstentionnistes ne sont en fait qu'une butte témoin, un symptôme de l'incapacité désormais publique de la direction de tenir un appareil écartelé par l'échec.

J. L.



CFDT

Le piège d'Edmond Maire

Le débat sur la flexibilité de l'emploi se poursuit. Dans deux articles publiés récemment, Edmond Maire prétendait « éviter un piège redoutable » et proposer pour « ne pas subir ». Résultat : il accepte la cage fabriquée par le patronat mais peint en rose les barreaux du piège.

Une heureuse surprise tout d'abord, à la lecture des articles de Edmond Maire dans le Monde du 2 novembre 1984. Il sait ce que veut le patronat : « tout simplement restaurer le pouvoir absolu des chefs d'entreprise, faire contre-feu au thème de réduction du temps de travail et améliorer les marges des entreprises par la diminution du coût salarial ». Mais face à la « solution du CNPF, la dérégulation unilatérale, c'est-à-dire l'annulation pure et simple des mesures protectrices de travailleurs », la direction de la CFDT se contente de proposer de « régler autrement ». Comment ? Par sa souplesse et ses initiatives : « Est-il interdit de penser, se demande Maire, qu'il se trouvera aussi des chefs d'entreprises, grands et petits, pour être de leur temps et estimer qu'une telle démarche est de bon sens ? »

Le bon sens des exploités... On peut en attendre longtemps des avantages pour les travailleurs ! Ils profitent de la situation : le chômage atteindra 2 250 000 à la fin décembre, un jeune homme sur quatre et une jeune femme sur trois sont enregistrés comme sans travail. Les patrons ont leur bon sens à eux.

Le simple bon sens d'un syndicaliste ordinaire, en revanche, semble avoir disparu. Pas une fois, le secrétaire général de la CFDT, ne rappelle l'objectif des trente-cinq heures, et pas une fois il ne propose de construire une mobilisation face au patronat. Le rapport de la direction au dernier CNC ne s'y opposait-il pas nettement ? (Voir Rouge du 2 novembre)

Quant à la conception « dynamique du contrat de travail » présentée par Ed-

mond Maire, elle consiste à « prendre en compte des contradictions réelles entre les aspirations des travailleurs ». Bien ! Qui proposerait un syndicalisme qui se ferme les yeux ? Mais, les yeux ouverts, Maire en profite alors pour « proposer » au patronat ce que celui-ci désire. Curieuse façon de « ne pas subir » pour reprendre l'expression de Maire. Mais il ne faut pas minimiser le danger de cette tactique, dans l'actuelle situation de désorientation de nombreux militants.

Remarquons enfin que Maire donne le fin mot de sa pensée dans le second article : « A l'heure des grandes mutations technologiques et industrielles (...) les productions, les modes de gestion doivent pouvoir s'adapter très rapidement aux évolutions de la demande. Les organisations de travail trop rigides (...) représentent alors trop de handicaps. » Pas une fois, le camarade secrétaire général ne se demande si le principal handicap actuel n'est pas la définition des objectifs de production en fonction du profit capitaliste. Pas une fois, il ne laisse soupçonner qu'une autre politique serait possible à partir des besoins des travailleurs.

Pierre Rème

EMPLOI

Le coup du double statut

On peut résumer les commentaires récents, venus d'horizons divers, concernant les volets sociaux liés aux plans de licenciements d'un chiffre et d'un nom : deux et Japon. Créer un double statut des travailleurs en prenant pour modèle le pays du soleil levant : cette préoccupation tourne dans bien des têtes aujourd'hui

« Un accord exemplaire... pour les grandes entreprises », lisait-on dans le quotidien proche du CNPF les Echos à propos du plan Hanon visant à « éviter » les licenciements à la Régie Renault. Mais les PME, concluait l'auteur de l'article, ne pourront appliquer la même démarche. Elles n'ont pas les reins assez solides pour supporter la mise en formation d'une partie de leurs salariés, en s'engageant à garantir leur reclassement.

« Deux poids, deux mesu-

res », titrait de son côté l'hebdomadaire financier la Vie française du 29 octobre, comparant le sort de monsieur Dupont « ex-ouvrier professionnel d'une grande entreprise industrielle », et celui de madame Durand « ex-ouvrière spécialisée d'une petite entreprise du textile ». Le premier, en cours de formation, est rémunéré à 70 % de son salaire précédent ; il bénéficiera d'une offre d'emploi en fin de stage. La seconde doit s'estimer « heureuse »

Tovota : « Le modèle japonais ne paraît pas inaccessible à notre industrie nationale » (rapport Dalle sur l'automobile).



La main dans le sac

« L'horaire annuel finira bien par s'imposer, si l'on veut que les cadres ou techniciens supérieurs en situation de responsabilité puissent bénéficier de la réduction du temps de travail », écrit Maire dans le Monde du 3 novembre.

Argument apparemment de bon sens. Faisant souvent, à la semaine, bien plus de 39 heures, il leur faut pouvoir récupérer à d'autres périodes de l'année. En fait, Maire est ici d'une mauvaise foi totale.

1. Il amalgame les techniciens supérieurs et les cadres. Or, seuls ces derniers ont un traitement correspondant à la fonction et non pas un salaire pour un horaire de travail. Parmi ces catégories cependant, certaines font, il est vrai, des tonnes d'heures de présence sur leurs unités de production ou dans leurs laboratoires de recherche ; comme d'autres font chez eux beaucoup de travail personnel

lié à leur emploi. L'ensemble est difficilement codifiable et n'a rien à voir avec la situation de 99 % des travailleurs.

2. Maire fait semblant d'ignorer des solutions qui existent déjà et permettent de combiner horaire annuel et maintien des acquis de la loi de 1936 sur la semaine de travail.

C'est le cas des postés (en 3 x 8), des installations fonctionnant en continu. Les machines tournent nuit et jour toute l'année, hormis un court temps d'arrêt pour y faire le gros entretien (quelques jours) ; un horaire annuel s'il en est ! Le calcul du temps de travail des postés est fait sur la base de la semaine de cinq jours, avec des temps de récupération particuliers correspondant au travail de nuit et de week-end, et donc des jours de repos en plus répartis sur l'année.

Pourquoi si l'on se soucie réellement de calculer

de percevoir, au titre des allocations chômage, 42 % de son salaire antérieur. L'un provient d'un secteur dit « protégé » de l'industrie, l'autre subit les conditions de précarisation accrues de l'emploi réservées aux salariés des branches et entreprises ordinaires.

Les états-majors patronaux et le gouvernement observent avec intérêt la méthode proposée par le P-DG de la Régie Renault pour éviter les « licenciements secs ». L'accord proposé dernièrement aux syndicats du groupe Creusot-Loire, les récentes mesures de reclassement annoncées par la direction de la compagnie Bull à ses futurs licenciés s'en inspirent. La mobilité professionnelle et géographique devient la condition préalable et « légale » de la garantie de l'emploi. Au même moment, l'« adaptation des conditions d'emploi et la flexibilité » sont au centre des négociations qui réunissent le CNPF et les organisations syndicales. Le but du patronat est d'accroître à l'extrême la précarisation des conditions d'emploi ; de supprimer toute garantie concernant l'embauche et les licenciements ; de légaliser la flexibilité du temps de travail en fonction de l'importance des commandes dans l'entreprise. A terme, l'objectif est de transformer une partie de la classe ou-

●●●

●●●

rière en travailleurs de seconde classe, dont la mobilité géographique — à la différence des secteurs dits « protégés » — ne garantira même pas l'emploi.

Le modèle japonais

Le modèle japonais tourne dans les têtes. Fabius s'émerveille devant les bacheliers japonais de l'automobile ; Michel Huc, secrétaire de la fédération métaux Force ouvrière, vante « la garantie de l'emploi à vie » dont bénéficient les travailleurs de l'automobile au Japon ; « Nous devons copier le modèle japonais d'organisation de la production », conclut Dalle (ex-P-DG du groupe l'Oréal), chargé par François Mitterrand de rédiger le rapport sur l'avenir de l'automobile en France.

Au Japon, le double statut est de règle pour les travailleurs depuis des décennies. Les travailleurs employés dans les grands groupes — Dai-Ichi-Kanggyo Bank, par exemple, numéro un, contrôlant cinquante sociétés, cinq cent mille salariés, et réalisant un chiffre d'affaires de mille milliards de francs — sont pour la plupart employés « à vie ». Ils bénéficient d'une garantie d'emploi sous condition — justement — de satisfaire à la mobilité géographique et professionnelle, accentuée aujourd'hui par les restructurations en cours qui touchent le Japon comme les autres pays. Ce statut « protégé » concerne 20 % de la population active. Pour les autres c'est la précarité permanente. Contrats à durée déterminée ne dépassant pas trois mois ; semaine de travail n'excédant pas les six, huit ou douze heures par semaine ; salaires inférieurs de moitié à ceux des secteurs sous protection... Le rythme de travail, et le nombre des salariés travaillant dans ce secteur — constitué à 60 % de petites entreprises sous-traitantes des grands groupes — dépend des besoins de ceux-ci, à la journée près.

« La réussite du Japon, constate un journaliste spécialiste de la formation dans une étude très détaillée parue dans le Monde diplomatique de novembre 1984, tient à la dualité de son économie où coexistent un petit secteur dominant agissant en étroite coopération avec l'Etat qui ne lui ménage pas son aide, et un secteur subalterne bien plus vaste, composé de petites et moyennes sociétés. » La division de la classe ouvrière japonaise en deux en découle. Son exploitation par le patronat est accrue d'autant. C'est visiblement ces idées qui traînent dans la tête des zéloteurs des deux méthodes — « Deux poids, deux mesures » — adaptées aux plans sociaux des restructurations en cours en France aujourd'hui.

C'est bien ensemble que tous les travailleurs devront leur répondre. Pour un statut unique, garantissant l'emploi, sans condition, ni chantage préalable.

Michel Morel



La CGT consulte les travailleurs. Billancourt.

RENAULT-PLAN HANON

La mobilité en préalable

Tandis que la direction et les syndicats négocient les mesures du plan Hanon, la CGT consulte les travailleurs et leur propose entre autre de refuser le préalable de la mobilité géographique.

A l'heure des négociations, le plan Hanon perd tout vernis (voir Rouge du 5 octobre). S'il est question de remplacer les licenciements par la formation, c'est pour mieux faire passer la mobilité à l'échelle de la Régie, en préalable. Le saut dans le vide (voir article ci-contre « le coup du double statut »).

La direction et les syndicats négocient depuis deux semaines. Un premier volant de suppressions d'emploi déguisées sous la forme des départs en retraites et prétraitements sans remplacement, paraît déjà inscrit au compte des pertes d'effectifs. La somme des postes supprimés ainsi atteindra les dix mille, en 1984, à la Régie. Le même procédé, à l'œuvre dans toutes les branches professionnelles, explique pour bonne part l'accroissement constant du chômage.

Depuis lundi 5 novembre, la CGT consulte les travailleurs. Elle propose le maintien des effectifs, le refus de la mobilité géographique, accompagnés d'un « projet industriel » alternatif à celui de la direction.

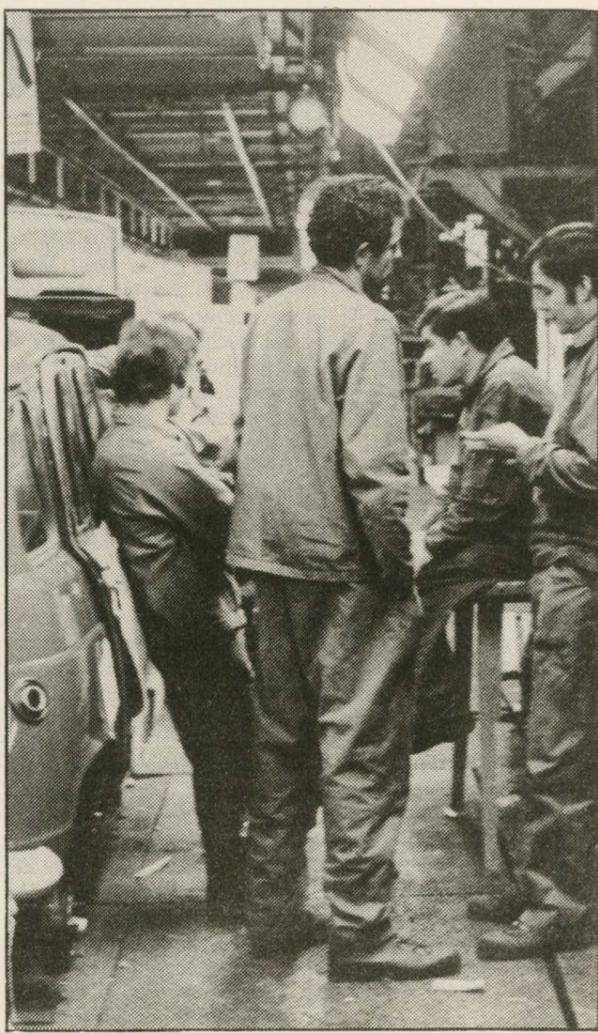
L'équilibre est périlleux. Il se heurte sensiblement aux mêmes problèmes que ceux rencontrés par le PCF pour lier gestion et revendications, sans remettre en cause les lois du marché et de la concurrence (voir pages précédentes).

Billancourt est calme. A la veille des élections au comité d'entreprise, la consultation de la CGT paraît être « la seule occasion de faire

discuter les gars dans les ateliers. Même s'il faut ramer. » L'accord massif des travailleurs avec la plateforme proposée au vote apparaîtrait bien comme un engagement à ne pas signer le plan Hanon, mais plusieurs questions restent ou-

vertes. Quelle action si la direction qui paraît tenir absolument à ce que les syndicats signent passe outre ? Le vote organisé, sans tenter d'associer les autres organisations syndicales, ne se transformera-t-il pas en obstacle de plus à l'unité indispensable, sur le chemin de la lutte ? La multiplication des votes organisés dans les entreprises aujourd'hui par la CGT, de Creusot-Loire à la Régie en passant par Du-cellier remplacera-t-elle une lutte commune face aux attaques patronales contre l'emploi ?

Michel Morel



DE NOS CORRESPONDANTS

LOUVIERS

Capitale départementale du chômage

Déjà frappée durement par les suppressions d'emplois chez Pasteur, Polygram, Louviers occupe la triste première place du département de l'Eure avec ses trois mille inscrits à l'ANPE (15 % de la population). Chez Polygram (filiale du groupe Philips), les horaires vont devenir flexibles. Suivant les commandes, le personnel devra travailler une semaine trente heures, l'autre quarante-six, au gré du patron. Le tout payé trente-huit heures trente, bien entendu. De même, la direction s'apprête à faire travailler des « volontaires », le samedi et le dimanche. Pas difficile d'en trouver quand chacun se demande s'il ne sera pas sur la liste des prochains cent quarante licenciés. Seule la CGT s'oppose à la flexibilité. FO et la CSL ont signé l'accord.

Chez Wonder (« La pile qui ne s'use que si l'on s'en sert ! »), plus de mille licenciements sont programmés sur le groupe, dont près de deux cents à Louviers. Wonder est

actuellement le deuxième producteur français de piles électriques et de boîtiers d'éclairage, avec 35 % du marché des piles plates, 20 % des piles rondes. Elle a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 750 millions, mais les propriétaires (la famille Courtecuisse) affichent un trou de trente millions dans le bilan. Le scénario reprise se met en place : le 17 septembre Bernard Tapie (le patron qui vient de s'acheter Bernard Hinault) est nommé P-DG. Le 21, il dépose le bilan. Le 29 octobre deux plans de relance sont remis au tribunal de commerce de Paris l'un par Tapie, l'autre par Warnod, représentant de la banque nationalisée Worms (deuxième candidat à la reprise).

Les travailleurs n'ont rien à attendre ou à espérer de la future sentence du tribunal de commerce : Tapie ou Worms égale mille licenciements. Les deux cent cinquante salariés, qui à l'appel de la CGT et de la CFDT ont bloqué pendant une heure le carrefour de la nationale Rouen Evreux, en avaient conscience. Une manifestation à l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN est prévue en fin de semaine contre toute suppression d'emploi.



Ile-de-France Grève

à la direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France

Début 84, Mauroy décide la création d'un grand centre de calcul... à Lille !

L'ordinateur de la direction régionale de l'Équipement, installé à Marne-la-Vallée, partira donc à Lille dans quelques mois et le centre de calcul va fermer.

Rien n'est prévu pour le personnel, qui va subir déqualification, déplacements, mutations... et qui, à ce jour, ne connaît toujours pas ses futures fonctions.

Pire, le conseil régional (majorité RPR) décide de prendre ce que la loi de décentralisation lui offre : la moitié du personnel. Là encore, une décision politique prise a priori, sans que rien ne soit prévu pour l'avenir des agents. Giraud, président du conseil

régional, le dit : « Je ne sais pas comment je vais organiser mes services informatiques... » Mais ce qu'il sait, c'est qu'il n'aura pas besoin de tout le monde et il refuse de donner quelque garantie que ce soit sur l'avenir des personnels... sauf la promesse de ne pas licencier les non-titulaires. La droite se donne un air social, à bon compte puisque la loi sur la fonction publique territoriale interdit de tels licenciements ! (Rappelons que la droite, à l'Assemblée, s'est opposée à cette loi...)

Avec le soutien des sections CGT, CFDT et FO de la direction régionale de l'Équipement, le personnel du centre de calcul est donc entré en lutte en arrêtant les ordinateurs le 23 octobre, pour ne plus être les pions du jeu d'échecs que joue l'administration (d'Etat ou de la région), sur le thème de la décentralisation.

Pour les contacter : 424, La Closerie (rez-de-chaussée) Mont d'Est 93160 Noisy-le-Grand. Tél : (1) 305 63 11.

Danger pour les femmes !

La droite se déchaine aujourd'hui contre le droit à l'avortement. Le gouvernement lui a bien préparé le terrain en mettant les familles sous le coup de l'austérité et en cherchant à renvoyer les femmes au foyer.

siens membres du gouvernement de Mitterrand ne suffisent pas à masquer la politique actuelle d'attaques tous azimuts contre les droits des femmes, et la volonté de les renvoyer à leur foyer.

Chirac a fait la une des journaux avec ses déclarations contre le droit à l'avortement. Le leader du RPR croit bon d'entonner les thèmes les plus réactionnaires, sexistes et racistes pour faire bonne figure auprès de ceux de ses militants qui ont tendance à être à l'écoute des discours musclés du Front national.

Barre, bon libéral mais quand même, le suit de près et acquiesce à la limitation du droit à l'avortement par la suppression du remboursement. Ce faisant, ce sont actuellement les idées les plus rétrogrades, les plus sexistes et les plus méprisantes à l'égard des femmes, qui reviennent en force. Le danger est grand qu'elles ne réacquièrent une certaine légitimité, même si les derniers sondages indiquent que la majorité des Français seraient hostiles à la restriction du droit à l'avortement.

Le danger est d'autant plus grand qu'il se nourrit à gauche. En effet, les déclarations indignées de plu-



Natalité, sexisme et xénophobie

Les membres du gouvernement s'indignent des déclarations de Chirac sur l'avortement, mais sont muets face à ses arguments xénophobes sur la baisse du taux de natalité. Et pour cause... !

ve de leur complète inefficacité pour influencer sur les taux de natalité. Elles visent à culpabiliser les femmes de leur « manque de civisme » pour mieux les renvoyer au foyer.

Nous opposerons toujours une autre conception : celle qui fait du féminisme, de l'antiracisme et de l'internationalisme, bien autre chose que des mots creux. Cette conception est un combat.

Danièle Lacoste

On connaissait Michel Debré et ses appels alarmistes en faveur du redressement démographique. On connaissait les courants d'extrême droite mêlant racisme et sexisme dans la croisade contre l'avortement et l'invasion de l'Occident par les hordes du tiers-monde. Aujourd'hui, on voit la droite dans son ensemble enfourcher ce cheval de bataille et Chirac expliquer que dans trente ans, il y aura « quatre fois plus d'hommes au Sud de la méditerranée qu'au Nord, et on ne pourra pas les empêcher de monter au Nord ». Face à ces déclarations, les membres du gouvernement ne manquent pas de s'indigner fortement.

Pourtant, c'est Georgina Dufoix qui déclara, pour mieux faire passer la politique familiale du gouvernement : « C'est la place de la France dans la civilisation occidentale, dans le monde qui est en jeu. » Ne préparait-elle pas ainsi le terrain des pires errements sur le thème de la défense de la « race blanche » ?

C'est aussi Max Gallo, alors porte-parole du gouvernement, qui écrivait : « Le président de la République a réaffirmé à plusieurs reprises sa volonté de favoriser ce redressement de la natalité française... Défi vital qui reflète en France, ce qui se passe dans tous les pays occidentaux et au-delà même dans les aires d'ex-

pansion de la race blanche. » (sic)

Toutes les politiques natalistes se sont toujours appuyées sur des considérations patriotiques et racistes. Elles ont toujours fait preu-

Faux débats et vrais problèmes !

Décidément, il y a des idées qui ont la peau dure même quand il est prouvé qu'elles sont fausses.

Non, la légalisation de la contraception et de l'avortement ne sont pas la cause de la dénatalité ! Le début de la baisse de natalité apparaît aux alentours de l'année 1964, trois ans avant la loi Neuwirth sur la contraception. La courbe des naissances remonte même en 1977 et 1979 alors que la loi Veil est en application !

Non, l'interdiction de l'avortement ou une loi plus restrictive n'augmenterait pas le nombre de naissances ! Les années qui ont suivi le vote de la loi réactionnaire de 1920 n'ont pas été marquées par un relèvement du taux de fécondité, loin de là. Et pourtant, les femmes qui avortaient ou se faisaient avorter risquaient la peine capitale !

Non, la légalisation de l'avortement n'augmente pas le nombre des avorte-

ments. Le nombre des avortements devient simplement connu officiellement. Dès 1966, l'INED avait avancé le chiffre minimum de 250 000 avortements clandestins par an, dont 250 morts de femmes ! Depuis la loi sur le remboursement des avortements, le commerce des cliniques privées sur le ventre des femmes est entravé, et c'est heureux ! C'est ce qui explique que la Sécurité sociale ait répertorié 140 000 avortements pour le premier trimestre 1984.

La légalisation de la contraception et de l'avortement ont simplement permis que les conditions du choix des femmes soient moins dramatiques que par le passé. Le remboursement par la Sécurité sociale permet une plus grande égalité et élimine les discriminations par l'argent.

Pour autant le droit des femmes à avoir les enfants qu'elles veulent, qui devrait être un droit inalié-

nable et sans conditions, est loin d'être reconnu comme tel. La loi de 1979 a été votée avec les mêmes limites que la loi Veil en ce qui concerne les délais (dix semaines), les démarches rebutantes, les restrictions pour les mineures et les femmes immigrées. Les infractions à la loi sont toujours passibles de répression pénale.

Si la gauche au pouvoir a voté le remboursement de l'avortement sous la pression des mouvements féministes, elle n'a jamais eu la volonté politique de satisfaire les revendications des femmes dans ce domaine, ni au niveau législatif, ni par mise en place des équipements nécessaires, centres de planification et centres d'orthogénie pour répondre aux besoins. Aujourd'hui encore, le MFPP de la région parisienne continue à envoyer trente-cinq femmes environ par semaine dans les cliniques anglaises.

Sonia Folloni

Vient de paraître

Critique Communiste
revue mensuelle
de la **Ligue Communiste Révolutionnaire**
Section française de la IV^e Internationale
n° 35 novembre 84 / 14 fr.

Sommaire

Opérations scissionnistes contre la FEN

Algérie

La révolution bloquée

(interview de S. Naïr)

DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE ET ELECTIONS AU NICARAGUA

(Documents)

CFDT: des forces importantes pour redresser la barre

Lettre à Lutte Ouvrière

QUEL AVENIR POUR LA FEN(1)

Le créneau de FO

Le 3 décembre, 700 000 salariés de l'Education nationale éliront leurs représentants aux commissions paritaires. A cette occasion, Force ouvrière tente une percée. Pourquoi, et comment ? Dans ce premier article d'une série, Rouge fait le point sur la situation du syndicalisme enseignant.

FO bénéficie d'abord de la faiblesse des autres confédérations : les zigzags de la CGT, la dérive de la CFDT, et l'impuissance de la FEN, font apparaître FO comme le syndicat du réalisme et de la continuité par-delà les aléas politiques... Ajoutons-y l'investissement par des secteurs de la droite et la valorisation de FO par tous les états-majors de l'opposition, et l'on obtient la poussée de FO dans les élections professionnelles et à la Sécurité sociale.

Dans cette conjoncture de faible mobilisation ouvrière, FO tient son succès de jouer sur deux tableaux : celui d'une droite arrogante qui se surprend à rêver d'un syndicalisme à sa dévotion ; et celui d'une gauche désorientée qui s'accroche au gros bon sens d'André Bergeron comme à une bouée de sauvetage.

Deux garanties

La situation est la même dans l'enseignement. De longue date, les paravents syndicaux de FO dans l'enseignement sont en concurrence avec d'autres groupuscules autonomes, clairement situés à droite. En prenant l'initiative, FO coiffe ceux-ci et la CGC sur le poteau. Elle polarise la droite du milieu enseignant en lui offrant un appareil national et confédéral. C'est ainsi que FO a pu obtenir 35,8 % des voix aux élections professionnelles dans l'enseignement supérieur de novembre 1983 ; le rôle des

mandarins de gauche, dans ce succès, ayant été modeste.

Pour gagner la droite du milieu, FO doit lui donner de solides garanties. L'anticommunisme est la première d'entre elles. L'élitisme sélectif est la seconde. Et les deux se rejoignent dans l'idée que les communistes ont bradé l'instruction pour mieux intoxiquer une jeunesse ignorante, pas moins (cf. encadré)...

L'anticommunisme classique de FO se double donc de l'antipédagogisme le plus primaire. Dans la grande et absurde querelle « instruction ou éducation » qui agite les milieux de l'édition, FO tient la chandelle : « Avec FO, défende une école où les enseignants enseignent et où les élèves s'instruisent. » Difficile de défendre le contraire. Sauf que l'enseignement et l'instruction dont il est ici question se réduisent à la transmission des connaissances selon les canons en vigueur dans le grand lycée du chef-lieu de département. C'est dire qu'à FO, la « démocratisation » de l'école est vue, au mieux, comme une chimère, au pire comme une manœuvre des communistes.

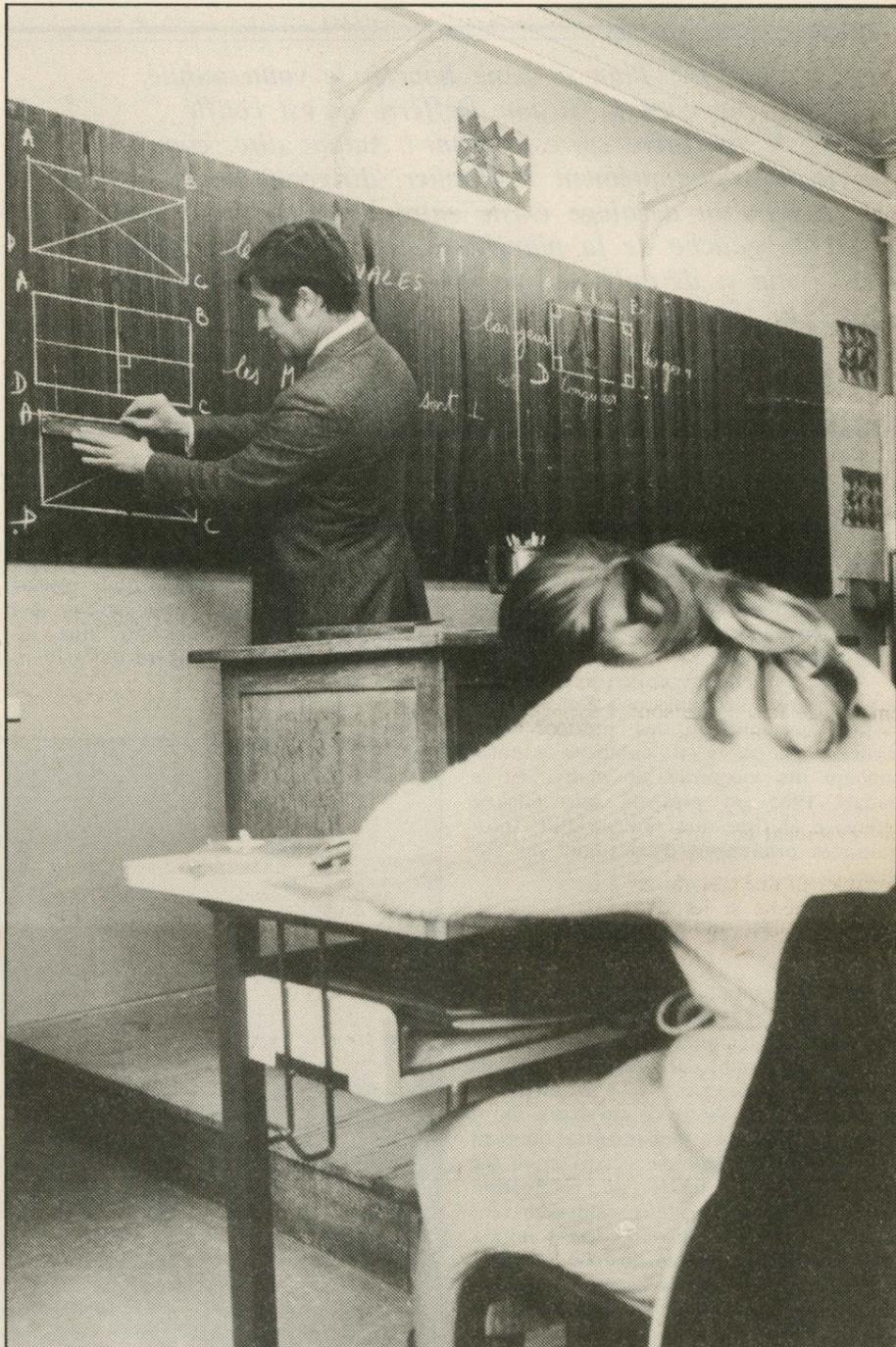
Le discours scolaire « retro » doit sans doute entrer en résonance avec l'air du temps, pour que Chevènement lui-même l'ait adopté. Le ministre n'a pas de moyens budgétaires, il n'a pas de projet, mais il a une idée et une seule : la restauration des valeurs républicaines. Tandis que Savary prétendait lutter contre l'échec scolaire, Chevènement déplace le problème : l'échec n'est pas dans l'école, il est dans la société. Tandis que Savary s'en prenait au statut et au rôle des enseignants, Chevènement se donne pour leur défenseur, et leur tient un discours déculpabilisant : vous faites un métier difficile, assumez sans remords la sélection dans l'école.

Le retournement est habile : nombre d'enseignants sont las d'attendre le changement. Ils croient à leur métier, ils veulent la réussite de leurs élèves, ils se dépensent. Mais ils ont trop attendu : que les effectifs baissent dans les classes, que les crédits de fonctionnement permettent la réalisation d'initiatives, que l'administration ne fasse pas frein à leurs projets, et que le ministère prenne des mesures nationales. Et rien n'est venu.

Seules restent les difficultés du métier, en même temps que les attaques plus ou moins punitives contre les enseignants : les instituteurs ne savent pas enseigner la lecture, les PEGC n'ont pas le niveau, les certifiés et les agrégés sont absentéistes. Pas une catégorie qui n'ait le sentiment d'être le bouc-émissaire de la crise dans l'école.

Un courant réactionnaire

Dans ces conditions, est-il étonnant qu'une partie des enseignants qui croient à une école plus démocratique soient aujourd'hui tentés de baisser les bras et de se réfugier dans le cocon rassurant de FO ? Car le discours de FO ne peut être compris qu'ainsi : « Tout le mal à l'école vient de ce qu'on vous demande, à vous enseignants, autre chose que ce qui n'aurait jamais dû cesser d'être votre métier : instruire. » Autrement dit, tout irait mieux, si on ne s'était pas mis en tête de supprimer l'estrade où siège le maître, de faire travailler les



Anticommunisme et antipédagogisme sont les deux mamelles de FO dans l'Education nationale.

élèves en groupes, d'organiser des visites extérieures à l'établissement, de faire parler les enseignants, d'utiliser leurs centres d'intérêt, etc.

C'est clairement dans ce sens que tire FO. La confédération de Bergeron tente d'exploiter un mouvement de réaction des enseignants, fatigués des campagnes agressives et déçus par le gouvernement de gauche, pour reconstruire un courant éducatif explicitement réactionnaire. Pour certains des enseignants qui voteront FO, leur geste ne traduira par une adhésion à la ligne élitiste de la confédération. Mais il sera interprété comme tel par les dirigeants mêmes de FO, qui en tireront prétexte pour confirmer leur orientation.

Le premier enjeu de l'initiative de FO le 3 décembre est donc celui-ci : parviendra-t-elle à donner corps et vie à un courant droitier potentiel dans le milieu, constitué par la convergence de la droite traditionnelle et d'une partie de la gauche rabattue par le PCI ?

Le deuxième découle du précédent : FO réussira-t-elle à formaliser une division idéologique et à lui donner une consistance syndicale ? Les militants du PCI exclus avec Stéphane Just écrivent très lucidement dans un texte syndical du SNI : « Nous appelons tous les collègues à refuser toutes les entreprises qui cherchent à diviser les enseignants sur une base idéologique entre "noyautés" et "traditionnalistes". Quelles

viennent du ministère ou prétendent le combattre, elles mettent toutes en cause la liberté pédagogique, fondamentale pour un enseignant laïque »

L'avenir de l'unité syndicale

Le troisième enjeu, le plus immédiat, c'est l'avenir de l'unité syndicale réalisée dans la FEN. Sans doute, y a-t-il une marge entre le vote FO et le militantisme FO, entre un bon score électoral et l'implantation de sections syndicales. Mais une percée électorale serait un point d'appui, et le début d'un processus. Et qui peut dire que la CGT ne se contenterait pas d'un score moyen de FO pour se lancer à son tour dans la syndicalisation de tous les enseignants ?

Mesure-t-on les conséquences d'une scission : écœurement et désyndicalisation accrus, exacerbation de la concurrence entre syndicats et, finalement, affaiblissement des capacités de résistance face aux projets, bien avancés, de « privatisation » du service public ?

Le 3 décembre, il ne faudra pas jouer avec le feu... L'intérêt de tous et de chacun sera de voter contre la division.

Nicolas Jeanson

● Prochain article : Que fera la CGT ?

FO dans le texte

● Roger Lerda, secrétaire confédéral chargé de l'enseignement, dans *FO Hebdo* du 24 octobre :

« Au nom de conceptions "modernistes" de l'enseignement, on a voulu, en vérité, atteindre deux objectifs. Le premier a consisté à vouloir faire des élèves qui ne peuvent pas suivre, des sous-développés intellectuels, proies faciles d'une idéologie dominante. Le second objectif était de faire en sorte que cette idéologie dominante soit le marxisme "revu" et "corrigé" par les maîtres du Kremlin. Ainsi estimait-on qu'à "l'élitisme" d'hier succéderait celui de la nomenklatura communiste. »

● La résolution préparatoire au XV^e Congrès confédéral du 22 au 25 novembre :

« Tous les parents, tous les éducateurs, tous ceux qui voient vivre des enfants savent combien ils sont différents les uns des autres et savent qu'il est utopique de vouloir faire absorber le même enseignement à tous de l'âge de six ans jusqu'à quinze ou seize ans, à moins de tomber à un minimum de savoir qui ne satisfait personne. (...) Diversifions les programmes dès le collège pour que chacun puisse trouver un enseignement qui réponde à ses aptitudes. (...) Pourquoi l'école détruit-elle l'esprit de compétition, pourquoi celui qui ne fait aucun effort est-il à l'aise alors que ceux qui obtiennent les meilleurs résultats sont à moitié culpabilisés ? »

ECONOMIE

La planification oubliée

Le IX^e Plan à peine bouclé, le voilà oublié, et c'est à Gaston Defferre qu'est confié le ministère correspondant ! Autant dire, comme le note pudiquement P. Héritier, dirigeant de la CFDT, qu'« un décalage existe entre l'idée que se faisait la gauche de la planification et le résultat concret qui a découlé de son élaboration » (1). Pourtant, la planification, avec les nationalisations, seraient des outils essentiels dans la mise en œuvre d'une autre politique.

Evidemment, si on considère — comme c'est la mode aujourd'hui chez les « modernistes » — que toute entrave au « libre » jeu du marché est néfaste, alors autant faire du Plan un simple club de discussion entre « partenaires sociaux », ce à quoi il est aujourd'hui réduit.

Ainsi, l'autonomie de gestion accordée aux entreprises nationalisées a d'ores et déjà — pour la plupart des groupes concernés — fait passer aux oubliettes le mince contenu des « contrats de plan ». Et le budget 1985 est présenté sans aucune référence chiffrée aux fameux PPE (programmes prioritaires d'exécution) du IX^e Plan.

Le filtre capitaliste

Mais après tout, quelle différence y aurait-il entre une gestion planifiée de l'économie et son fonctionnement actuel ? C'est la question de fond ; car, s'il n'y a pas de différence, autant crier « Vive le marché ! » et chercher à améliorer ce qui existe. Or, il existe une différence fondamentale qui tient à ceci : entre les besoins sociaux et ce qui est produit, le mode de production capitaliste intercale un filtre, celui de la rentabilité : les besoins doivent correspondre à une production rentable de marchandises.

Pour schématiser, le magnétoscope répond à cette condition, la construction de logements nettement moins. Et c'est une caractéristique évidente de la crise actuelle que de creuser l'abîme qui sépare les besoins les plus élémentaires et ceux que le capitalisme consent à satisfaire.

Dans son rapport sur la planification démocratique de 1959, le dirigeant de la CFDT, Gilbert Declercq avait clairement établi cette distinction : « Il est commode de rattacher la foule des investissements productifs à deux grands types : les investissements spontanés, ceux qui rapportent très vite un profit et autorisent une rotation rapide des capitaux engagés, et les investissements dirigés, ceux qui auraient de fortes chances de ne pas être réalisés en temps utile si on les abandonnait à la spontanéité de l'initiative privée. Puisque leur exécution n'est pas spontanée, elle doit être dirigée. » (2).

Telle est la fonction de la planification, qui ne saurait donc reposer centralement sur une démarche contractuelle : il s'agit d'aller à l'encontre de la « spontanéité capitaliste », de retirer les filtres placés par la logique du profit entre l'expression des besoins et leur satisfaction.

Séduire ou contraindre ?

C'est une autre démarche qui a été, assez tôt, adoptée par le gouvernement de gauche, et ceci dans toutes ses composantes. Le PCF a en effet assumé le mythe d'une économie mixte assurant la coexistence pacifique des critères de gestion du privé (le profit) et du public (l'économie de capital, le fameux VA/C de Boccard). La première édition du livre de P. Herzog *l'Économie à*

bras-le-corps ne consacre que trois pages au thème de la planification.

La longue série de cadeaux au patronat (déductions fiscales, aides de toutes sortes, pression sur les salaires pour assurer leur « désindexation... ») représente une offensive de séduction à l'égard de la bour-

geoisie, afin de la convaincre de réaliser ces investissements qui « auraient de fortes chances de ne pas l'être en temps utile ».

créant par exemple une banque nationale d'investissement, des banques régionales d'investissement et un Institut de financement des échanges extérieurs. C'est ce que proposait un économiste lié au PS, P. Uri, au colloque « Socialisme et industrie », le 4 octobre... 1980.

L'utilisation du crédit nationalisé permet alors d'orienter l'investissement : seuls les projets conformes aux objectifs du Plan trouvent les moyens de financement nécessaires, autrement dit, les prêts bancaires. Le filtre du profit est remplacé par celui des besoins inscrits au Plan.

Ou sont les leviers de commande ?

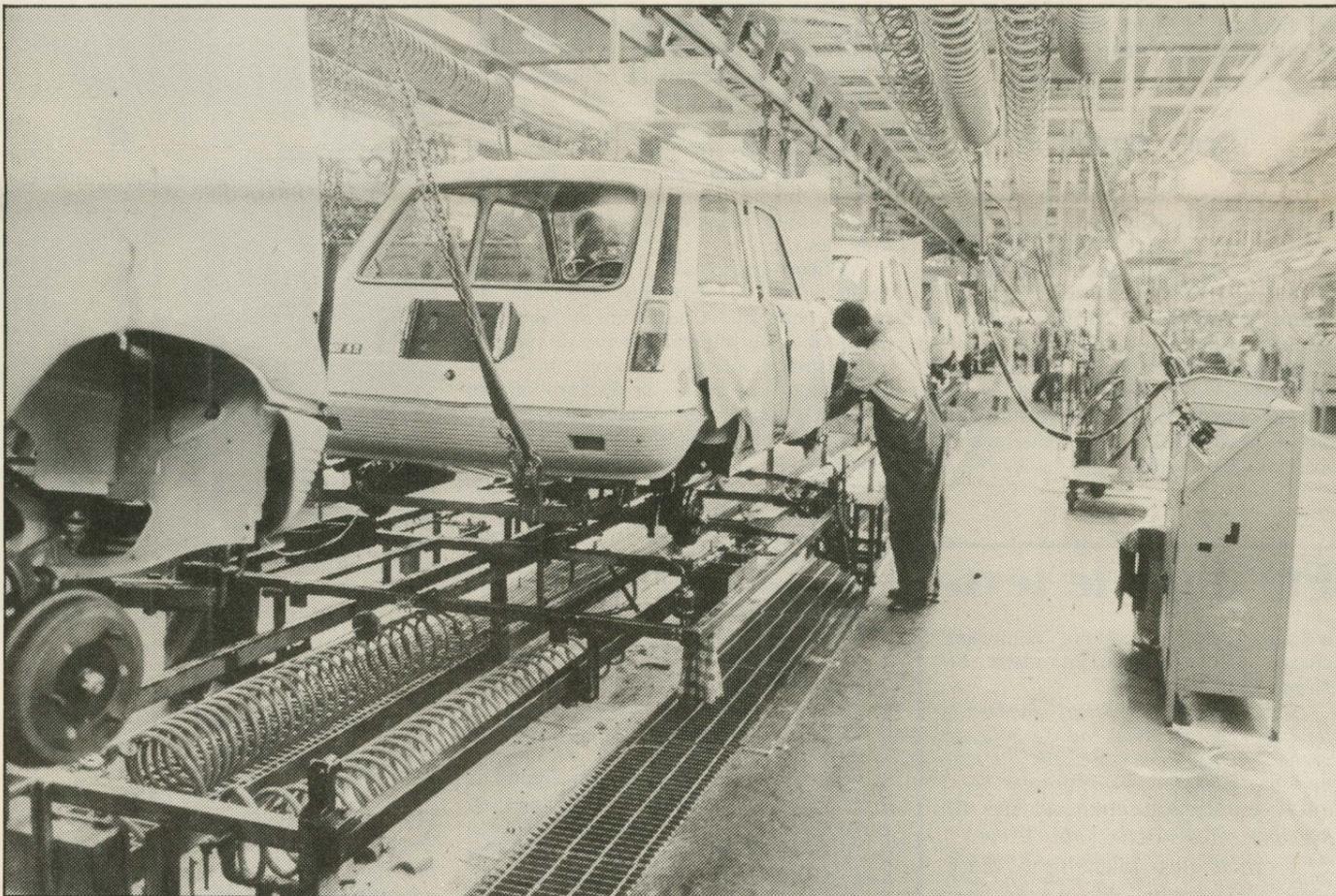
Le gouvernement dispose de tous les moyens nécessaires pour procéder autrement : une réforme fiscale et financière radicale permettrait de prélever « à la source » cette « épargne » c'est-à-dire la partie du profit qui transite par une petite minorité de possédants qui renaissent à réinvestir. Le système bancaire nationalisé constitue alors le levier évident pour mobiliser les fonds ainsi recueillis, après avoir réalisé sa nécessaire restructuration en

capitaliste privé, lui, ignore totalement les coûts sociaux.

La planification permet ainsi d'organiser et de programmer plus rationnellement la production en tenant compte du contenu en importations, des relations entre les branches, des inégalités régionales, et de manière plus générale, en adoptant un point de vue global, social, qui est étranger à la logique capitaliste.

Bousculer les règles du jeu

Le bilan de la politique économique menée depuis mai 1981 n'implique pas qu'une telle planification soit impossible à mettre en œuvre : il permet de comprendre que les mesures juridiques de nationalisation ne suffisent pas si c'est pour donner — et peut-être plus qu'avant ! — l'autonomie de gestion aux groupes nationalisés. Nationaliser ne sert donc à rien, si les nouveaux outils ne sont pas utilisés à gérer autrement. Mais, bien sûr, cela passe par l'affrontement avec la bourgeoisie, et non par la passation de con-



L'autonomie de gestion accordée aux entreprises nationalisées a fait passer aux oubliettes les « contrats de plan » contenus dans le IX^e Plan.

trats. Cela suppose une mobilisation populaire dont les réformistes ont pendant des années expliqué qu'ils pouvaient se passer.

Le résultat est là : austérité et licenciements pour les travailleurs, profits rétablis pour les patrons (qui n'en sont même pas reconnaissants). La leçon est claire : si on respecte les règles du jeu capitaliste, la partie est jouée d'avance. Il ne peut y avoir de réel changement dans le fonctionnement de l'économie si l'on ne casse pas avec la logique du profit. Les nationalisations et la planification permettent de le faire.

Maxime Durand

(1) CFDT *Aujourd'hui* n° 65 janvier 1984

(2) Voir sur ce sujet P. Réme « Planification démocratique et propriété » *Critique communiste* n°19 Mai 1983.

AFRIQUE DU SUD

Grève générale
contre
l'apartheid

« Vous n'avez rien d'autre à perdre que vos chaînes ». Cette phrase de Karl Marx, extraite du *Manifeste du Parti communiste*, certains voudraient la reléguer au musée des antiquités. Les organisations syndicales et communautaires noires d'Afrique du Sud l'ont pourtant jugée d'actualité. Ils l'ont inscrite dans les cent mille tracts qu'ils ont diffusés pour appeler à une grève générale de 48 heures dans la province du Transvaal.

C'est leur riposte à la militarisation des *townships*. Le mois dernier, sept mille soldats ont investi les villes noires de la région de Johannesburg, siège depuis dix semaines d'émeutes qui ont fait plus de quatre-vingts victimes. La population noire a été soumise à la fouille. Chacun se voyait apposer un auto-collant orange attestant du contrôle et devait le porter jusqu'à la fin de l'opération.

Ce quadrillage n'a pas suffi à soumettre la population des *townships*. Traités comme du bétail, les noirs d'Afrique du Sud se refusent à courber la tête.

Ces derniers mois ont montré la convergence de tous les secteurs en lutte contre le régime d'apartheid. La sanglante répression de la grève des mineurs n'a pas entamé la combativité des travailleurs.

L'appel des principaux syndicats indépendants, notamment la FOSATU et le CUSA, et des organisations réunies dans le Front uni démocratique (UDF) a été largement suivi dans cette région qui est le cœur industriel du pays. Cent cinquante mille travailleurs et deux cent cinquante mille lycéens et étudiants ont pris part à l'un des mouvements les plus importants de ces dernières années.

La précédente grève générale appelée par les syndicats indépendants remonte à 1982, où près de cent mille travailleurs avaient observé un arrêt de travail d'une demi-heure en hommage au syndicaliste Neil Aggett mort en prison.

La grève générale appelée dans la seule région du Transvaal apparaît ainsi comme un nouveau pas en avant vers l'épreuve de force avec le régime raciste.

Elle montre de plus les possibilités de mobiliser sur une plate-forme unifiante les masses noires : départ des forces de police et de l'armée des *townships*, annulation des hausses de loyer, démission des conseillers municipaux noirs qui ne sont que des collabos du régime, annulation de la TVA et satisfaction des revendications de la jeunesse scolarisée, qui boycotte les cours depuis plusieurs mois.

Les affrontements avec la police ont fait huit morts parmi la population noire tandis qu'un policier était tué et deux sérieusement blessés. Reste à savoir ce que sera l'attitude de P. W. Botha, dont le chef de la diplomatie est en visite chez ses alliés israéliens. Tout porte à croire qu'elle ira vers un durcissement. Cela non par un refus de négocier, mais parce qu'à travers leurs revendications les masses noires remettent en cause ce qui n'est pas négociable : l'apartheid.

Jean-Jacques Laredo



POLOGNE

Des fissures
dans la bureaucratie

Un demi-million de travailleurs ont participé, le samedi 3 novembre, à l'enterrement de Jerzy Popieluszko, prêtre engagé aux côtés de Solidarnosc, massacré par des fonctionnaires de la police politique. Ce crime révèle les nombreuses fractures qui existent dans la bureaucratie polonaise.

Pendant une demi-journée, le syndicat clandestin est apparu au grand jour dans le quartier de Varsovie qui entoure l'église Saint-Stanislas. Les drapeaux de Solidarnosc flottaient au-dessus de la foule, des dizaines de dirigeants historiques du syndicat étaient présents, de même que d'innombrables délégations syndicales venues de tous les coins du pays.

Cette manifestation a été un nouveau témoignage du rapport de forces qui, après trois ans de « normalisation », se maintient entre le pouvoir de la bureaucratie totalitaire et le mouvement social. Elle fut aussi l'expression de l'existence de ce dernier, du soutien dont il continue à jouir et de sa volonté de poursuivre le combat. C'est ce rapport de forces qui a poussé les groupes extrémistes au sein de l'appareil répressif à une action désespérée — l'assassinat d'un prêtre catholique, défenseur acharné de Solidarnosc.

C'est encore ce rapport de forces qui obligea la dictature à arrêter les assassins, à les dénoncer, à entamer une « épuration » publique au sein de la police politique, à retrouver et à rendre à la société le corps défiguré par les tortures du prêtre mili-

tant, enfin, à autoriser l'enterrement-manifestation au cours duquel « l'ancien président de l'ex-Solidarnosc » devait prendre la parole.

L'assassinat de Popieluszko par des agents de la police secrète aurait pu favoriser l'alliance de Solidarnosc avec la hiérarchie catholique et renforcer l'emprise de cette dernière sur les masses. C'est le contraire qui est arrivé. Jamais le prestige du cardinal Glemp n'a été aussi bas que durant les jours qui ont suivi l'enlèvement de Popieluszko. Le primat et sa fraction au sein de l'appareil ecclésiastique ont tout fait pour que l'assassinat du prêtre n'entrave pas sa politique d'entente avec la dictature. L'appel de Glemp à penser avant tout à l'amour pour son prochain — et il s'agissait de « prochains » comme Jaruzelski et son équipe, comme le personnel de l'appareil de la répression et comme les assassins de Popieluszko — a scandalisé la masse de croyants et a provoqué leur hostilité.

Par contre, les liens entre les masses et ceux des prêtres de base qui soutiennent Solidarnosc et contestent de plus en plus ouvertement la politique de Glemp dans leurs actes, se sont ren-

forcés. Y a-t-il une chance pour améliorer le rapport de forces que les trois dernières semaines ont mis en évidence ? Lech Walesa, craignant l'explosion de protestations de masse, qui sans tenir compte du rapport de forces existant pourrait mener le mouvement social à une nouvelle défaite, avait appelé au calme avant et pendant l'enterrement. On ne peut être d'accord avec son attitude, car il ne propose aucune action politique et appelle les masses à espérer (à tort) une nouvelle fois, que le régime entamera un dialogue avec la société. Sous sa pression, appuyée par une partie d'autres dirigeants de Solidarnosc, la grève qui devait démarrer le 29 octobre dans l'aciérie varsoivienne Huta Warszawa fut finalement annulée. Cependant, dans la nuit du 29 au 30 octobre, les travailleurs de cette aciérie, dont Popieluszko était l'aumônier, ont organisé des arrêts de travail de dix minutes, toutes les heures. Andrzej Gwiazda et Anna Walentynowicz — deux dirigeants historiques de la grève d'août 1980 — ont quant à eux, appelé à une heure de grève de solidarité avec la manifestation de Varsovie, à Gdansk.

A en croire Janusz Onyszkiewicz, ancien porte-parole de Solidarnosc, les dirigeants syndicaux envisagent la mise en place de comités de défense des droits de l'homme, qui chercheraient à agir publiquement. Mais une telle initiative, alors que la répression frappe toute tentative d'activité indépendante, même limitée dans ses formes, ne pourrait

réussir qu'à la condition de s'appuyer sur une large mobilisation des travailleurs.

A Wrocław, deux dirigeants de Solidarnosc de Basse-Silésie, Władysław Frasyniuk et Józef Piniór, qui viennent de purger une nouvelle peine de deux mois de prison, ont appelé les travailleurs à lutter pour établir un contrôle social sur l'appareil répressif.

L'appareil du pouvoir bureaucratique est déchiré par les luttes de fractions. Une partie de l'appareil du POUP (PC polonais), qui jouissait traditionnellement de la suprématie dans la structure du pouvoir et aussi au sein de la police politique, n'accepte pas d'être repoussée au second plan par la bureaucratie civile et militaire de l'Etat, qui domine depuis l'instauration de l'état de guerre. Ces groupes tentent d'utiliser le manque de succès « normalisateurs » de l'équipe Jaruzelski, pour obtenir le soutien du Kremlin sur la base d'une « ligne dure » de répression massive et brutale contre Solidarnosc. L'équipe au pouvoir, forcée de reconnaître que l'assassinat politique fut le fait des agents de sa propre police, cherche à profiter de la conjoncture actuelle pour affaiblir la position de ses rivaux.

Solidarnosc devra — comme Walesa l'a rappelé — garder toute son indépendance par rapport aux luttes de fractions qui déchirent les bureaucrates. Pourtant, le syndicat ne doit pas rester passif face aux effets que l'assassinat de Popieluszko aura parmi les fonctionnaires de base des appareils répressifs.

Cyril Smuga

FEMMES MAROCAINES

Vivre la tête haute

Les prisons marocaines sont tristement célèbres pour leurs conditions de détention. Les grévistes de la faim ont repris leur mouvement dans les prisons après les élections de septembre. Pour les femmes détenues, le silence semble encore plus pesant.

Mis à part Saïda Menebhi, cette militante morte en prison en 1977 à la suite d'une longue grève de la faim, et dont le nom est devenu un symbole de la résistance au régime d'Hassan II, il est rarement question de femmes dans les luttes politiques au Maroc. Pourtant, elles sont actuellement une cinquantaine à être détenues pour délit d'opinion. L'une d'elles, Souad Makane, condamnée à trente ans de prison, est dans un état de santé très grave. Mais le silence le plus total entoure en général les femmes prisonnières.

Des initiatives s'efforcent aujourd'hui de briser ce silence : une pétition adressée au ministre de la Justice au Maroc, demandant des informations sur ces détenues, a commencé à circuler à Paris. Et le Collectif féministe contre le racisme vient de publier un dossier qui met en évidence le rôle important que jouent les femmes dans les luttes du peuple marocain.

Ce fut le cas en particulier lors des émeutes de janvier, où les femmes des quartiers populaires participèrent massivement aux manifestations contre la vie chère ; et les lycéennes furent souvent les premières à se mettre en grève dans leurs établissements. La répression qui s'est abattue brutalement n'a pas épargné les femmes : beaucoup de lycéennes, souvent très jeunes, sont restées détenues plusieurs jours dans les commissariats, subissant toutes sortes d'injures et de violences sexistes (jusqu'au viol parfois) de la part de policiers pour qui une femme qui sort de son rôle traditionnel ne peut être qu'une putain.

Si la plupart d'entre elles ont été relâchées après ces « interrogatoires », d'autres femmes — essentiellement des militantes d'organisations politiques, qui bien souvent n'avaient même pas participé aux émeutes — ont été déférées devant les tribunaux et condamnées à plusieurs mois de prison, malgré l'absence totale de preuves.

Pendant ce temps, les femmes restées à l'extérieur ne restaient pas inactives : loin de se laisser impressionner par les arrestations, les mères, les épouses, les sœurs des détenues se sont

rapidement regroupées pour leur apporter soutien et nourriture, pour avertir la presse, alerter l'opinion publique, solliciter l'appui des organisations politiques ; elles ont organisé des rassemblements devant les commissariats pour dénoncer les conditions de détention illégales, des sit-in devant les prisons pour obtenir le droit de visite, etc.

Ce type d'action n'est pas nouveau au Maroc : les familles des prisonniers politiques ont déjà derrière elles un long passé de luttes, depuis 1974, date des premières grandes vagues d'arrestations de militants d'extrême gauche. Elles ont en

La façade lezardée

Malgré leurs 63 jours de grève de la faim en juillet-août derniers, et malgré la mort de trois d'entre eux, les prisonniers politiques marocains n'ont toujours rien obtenu de ce qu'ils réclamaient : ni droit de poursuivre leurs études ni droit de recevoir des visites et des journaux ! Aussi, après un mois de suspension, ont-ils décidé, début octobre, de reprendre leur mouvement.

Ils avaient pourtant reçu des assurances de la part des autorités marocaines quant à leurs revendications. Mais ces promesses n'avaient qu'une fonction : obtenir la suspension de la grève de la faim pour éviter qu'une nouvelle mort ne vienne troubler le bon déroulement des élections législatives du 14 septembre et entacher l'image de « démocrate »

qu'Hassan II cherche à se donner. Et le roi a gagné son pari, il a réussi à redorer un blason passablement terni par la répression sanglante des émeutes de janvier 1984 : toute la presse occidentale a salué le « processus démocratique » en cours au Maroc, le citant en exemple aux autres pays d'Afrique !

Mais la détermination des grévistes de la faim vient rappeler, derrière cette façade, la vraie nature de ce régime. Faudra-t-il encore d'autres morts pour le faire bouger ?

Pour éviter une nouvelle issue dramatique, il est urgent qu'un large mouvement de solidarité se développe, et que des milliers de voix s'élèvent pour réclamer la libération de tous les prisonniers politiques.

A.-M. G.



« Il a fallu apprendre à refuser le terrain où l'on confine les femmes : le foyer. »

particulier largement contribué à populariser les actions menées par ceux-ci en 1977 pour obtenir le statut de détenu politique. Mais l'ampleur de la répression de janvier 1984 a considérablement élargi les bases de ce mouvement, dont l'importance est d'autant plus grande qu'il est quasiment le seul soutien qu'ont obtenu les prisonniers : lors de la grève de la faim de cet été, les organisations d'opposition légales, préoccupées de se placer en vue des élections de septembre, se sont bien gardées de leur apporter le moindre appui !

Le rôle que joue le mouvement des familles est apparu très clairement lors du décès d'un des trois grévistes : ses obsèques se sont transformées en une véritable manifestation contre le régime. Et, alors que traditionnellement les femmes n'assistent pas aux enterrements, elles constituèrent ce jour-là la grande majorité de l'assistance — comme à chaque initiative des familles de prisonniers.

Image d'une évolution en profondeur de la société marocaine, que résume l'un des témoignages publiés dans le dossier : « Il a fallu

apprendre [] à refuser le terrain où l'on confine les femmes : le foyer, pour aller dans le domaine public habituellement réservé aux hommes et à vivre cela la tête haute, comme un droit qui nous a été si longtemps refusé. Et ce droit-là est un acquis que nous sommes décidées à élargir à tous les domaines de notre vie »

Anne-Marie Granger

Pour participer aux initiatives de solidarité, contacter le Collectif des femmes maghrébines, c/o Maison des femmes, 8, cité Prost, 75 011 Paris, tél : 348 24 91

Le dossier *Solidarité* avec les luttes des femmes au Maroc est en vente à la Maison des femmes.

NANTES

10 heures pour la paix en Amérique centrale

Avec cinq cents à six cents participant(e)s, les 10 heures pour la paix en Amérique centrale organisées à Nantes le 20 octobre par les comités France-Amérique latine et Solidarité Nicaragua, avec le soutien de 22 organisations locales (CFDT, CGT, FEN, FDSEA, SDTP, CSF, CSCV, SNES Sup, JOC-JOCF, MRJC, Fraternité protestante, FNMIP, Mouvement de la paix, Artisans du monde, PS, PCF, LCR, UDB, PSU, CCA, MJS et JCR) ont été un temps fort significatif pour la solidarité avec le Nicaragua libre et le FDR-FMNL salvadorien.

Trois temps forts dans ces 10 heures :

• Le plus important sans doute, le forum Nicaragua avec le témoignage de quarante brigadistes du département présents cet été au Nicaragua et la participation de Jean Natiez, député socialiste de Nantes et président du groupe d'amitié parlementaire France-Nicaragua.

• Mais aussi, très attendu, le témoignage et l'analyse du FMLN-FDR, représenté par le camarade Alfredo Aguilar, sur l'acceptation par Duarte et le régime fantoche de négocier directement avec les forces révolutionnaires.

• Enfin, après le meeting final, et la lecture d'un chaleureux message de soutien de l'ambassade du Nicaragua en France, un concert plein d'enthousiasme par l'excellent groupe chilien Karaxu.

Et un bilan essentiel : c'est en profondeur qu'à Nantes la solidarité avec la révolution sandiniste et les peuples en lutte d'Amérique centrale commence à être ancrée. Un point d'appui important pour son développement.

Vient
de
paraître



GRANDE-BRETAGNE

La solidarité avec les mineurs

Le syndicat des mineurs de Bold (région du Nord-Ouest) a envoyé une délégation en France pour faire connaître leur lutte et recueillir la solidarité financière nécessaire à leur grève. Ils étaient déjà venus en juin en France et plus tard en Belgique, en Allemagne. D'autres régions organisent également de telles tournées.

Plusieurs syndicats de la région parisienne répondirent positivement à leur demande durant la semaine du 22 au 27 octobre. A chaque fois les débats furent riches concernant leur lutte et leurs perspectives. Ce fut l'occasion pour de nombreux militants de mieux connaître la situation des travailleurs en Grande-Bretagne.

Parmi les syndicats qui les reçurent, citons : la CGT de l'UAP ; les syndicats CGT, CFDT, FO, unitairement, à l'ONIC ; la CFDT à Paris telecom, à la Société générale, la Caisse d'épar-

gne. La commission internationale de l'UD-CFDT des Yvelines les a reçus également ; les militants furent intéressés de telle façon qu'une autre rencontre avec le telecom à Sartrouville et les entreprises de la zone de Vélizy fut organisée rapidement.

Le soutien financier ne s'est pas démenti. La délégation a reçu environ 40 000 F recueillis par les syndicats. Cela tombait à pic au moment où le compte du syndicat venait d'être bloqué. C'est un premier pas dans la solidarité. Déjà certains syndicats pensent à poursuivre cette activité y compris en allant en délégation en Angleterre porter le fruit de leurs collectes.

La délégation de Bold sera reçue également dans d'autres régions. Ainsi cette semaine, elle est en région marseillaise et en Lorraine dans le bassin minier, chez les sidérurgistes. Les 13 et 14 novembre c'est l'UD-CFDT du Rhône qui les reçoit. Ils termineront cette tournée par la région lilloise ou l'UD-CFDT organisera leur séjour, du 15 au 17 novembre.

Souvarine est mort

L'un des fondateurs du Parti communiste français vient de mourir à l'âge de 89 ans. S'il fut, quelques années, l'une des figures du mouvement ouvrier révolutionnaire, l'homme ne mérite pourtant pas les commentaires élogieux que lui accorde la grande presse. Alors qu'il était « minuit dans le siècle », il confondit lutte contre la terreur stalinienne et anticommunisme forcené. Ce qui conduisit Trotsky à porter sur lui, en 1939, ce jugement terrible : « Ex-pacifiste, ex-communiste, ex-trotskyiste, ex-communiste-démocrate, ex-marxiste... ex-Souvarine, dirait-on presque... »

Article apologétique à la une du *Monde* sous la plume de Nicole Zand, coup de chapeau à peine moins élogieux dans les colonnes de *Libération*, la mort de Boris Souvarine n'est décidément pas passée inaperçue.

Pour les révolutionnaires que nous sommes, la vérité exige pourtant de dire que Souvarine ne fut pas cet « esprit lucide », « critique » et « prophétique » que la grande presse se plaît à lui reconnaître.

Révolutionnaire, Boris Souvarine le fut incontestablement. Né dans la famille d'un ouvrier juif émigré en France en 1898, il revint en 1915 de deux ans passés sous les drapeaux, gagné aux idées pacifistes. Il milita d'abord à la SFIO et collabora au *Populaire*.

Du service de la révolution...

Marqué par sa rencontre avec Trotsky, à Paris, en

1916, il se range du côté de la révolution quand celle-ci embrase la Russie. Il devient alors le secrétaire aux affaires internationales du Comité français pour la III^e Internationale et publie, en son nom, le *Bulletin communiste*. Dès lors, sa vie va se confondre, durant quelques années, avec les vicissitudes de l'Internationale communiste en France, de la fondation du parti français, à son exclusion en 1924.

En 1920, il est arrêté pour « complot contre la sécurité de l'Etat » mais il participe, de sa cellule de la Santé, à la rédaction de la motion qui sera soumise au congrès de Tours en décembre et adoptée majoritairement. Il est élu au Comité directeur du tout jeune parti et expédié à Moscou pour le III^e Congrès du Komintern (juin 1921) en qualité de délégué au Comité exécutif de l'IC. Il restera membre du secrétariat et du présidium jusqu'en 1924 et ne rentrera en France qu'après son exclusion par le V^e Congrès — officiellement pour motif d'indiscipline, de fait pour

avoir soutenu Trotsky devant le XIII^e Congrès du PCUS, en mai de la même année.

Dans le parti français, Souvarine se situait résolument sur la gauche. Au III^e Congrès, à Lyon, en janvier 1924, ses amis avaient fait voter une motion dénonçant le « centralisme excessif » et la « discipline trop mécanique » imposés par la direction, non exempte de « fonctionnarisme et de bureaucratie ». La prétendue bolchévisation était déjà à l'œuvre, sous la direction d'Albert Treint appliquant les consignes de la direction zinovéviste de l'Internationale. La question russe constituait la seconde ligne de partage dans le parti. Souvarine, avec Rosmer et Monatte, avait soutenu l'opposition russe : ils furent les trois seuls membres du comité directeur à ne pas voter la condamnation de celle-ci exigée par la direction.

... à celui de la contre-révolution

Une fois exclu, l'itinéraire de Souvarine sera celui d'une dégénérescence qui le conduira rapidement de l'autre côté de la barricade. L'homme manquait sans doute de caractère et d'envergure, mais son évolution témoigne, en fin de compte, de l'extrême dénuement du parti français en cadres de valeur. Alors qu'il était « minuit dans le siècle », quand les révolutionnaires n'étaient qu'une poignée à s'opposer à la fois à la barbarie impérialiste et à la terreur stalinienne, de tels hommes ne surent conserver un véritable point de vue de classe.

Souvarine s'attacha à dénoncer les crimes de Staline, mais confondit ceux-ci avec le bolchévisme, laissant libre cours à un anticommunisme sans bornes. Exilé aux Etats-Unis durant la seconde guerre mondiale, il alla jusqu'à proposer sa collaboration au gouvernement américain et à ses services. Il se fera, à compter de 1959, l'un des porte-voix de



la revue *Est-Ouest*, spécialisée dans l'anticommunisme forcené et financée par Washington. La mort aujourd'hui a fait son œuvre. Que re-

tiendra l'histoire de sa vie et de ses écrits ? Probablement peu de chose, « à l'échelle d'un processus historique ».

Jean-Louis Michel

«Souvarine est organiquement attiré par la réaction»

« Souvarine attaque la révolution prolétarienne et les révolutionnaires d'autant plus effrontément qu'il ne sait pas ce qu'il veut. (...) Son livre sur Staline, en dépit de l'abondance des citations et des faits intéressants, est un témoignage de sa propre indigence. Souvarine ne comprend pas ce qu'est la révolution ni ce qu'est la contre-révolution. Il applique au processus historique les critères d'un petit raisonneur à tout jamais blessé par l'humanité pécheresse. La disproportion entre son esprit critique et son impotence créatrice le rongé comme un acide. De là sa

constante exaspération et son manque d'honnêteté élémentaire dans l'appréciation des idées, des hommes et des événements, le tout recouvert d'un moralisme desséché. Comme tous les cyniques et les misanthropes, Souvarine est organiquement attiré par la réaction. (...) Pour le marxiste d'hier, la lutte des classes est... "le dada de Trotsky". Il n'est pas étonnant que Souvarine, lui, ait préféré monter à califourchon sur le chien mort de la morale éternelle. A la conception marxiste, il oppose "le sens de la justice... sans considération des différen-

ces de classes". (...) Dans la guerre qui vient, Souvarine ira sans doute exposer sa découverte aux soldats des tranchées ; entre-temps, il peut en faire autant pour les invalides de la dernière guerre, les chômeurs, les enfants abandonnés et les prostituées. Serait-il écharpé dans cette affaire, nous avouons à l'avance que notre "sens de la justice" ne serait pas de son côté. »

Trotsky. Article du 9 juin 1939, publié dans *Leur morale et la nôtre*, éd. Pauvert, 1966.



● **Dimanche** 20 h 35 (TF 1), *la Grande Illusion* de J. Renais avec J. Gabin, P. Fresnay et E. von Stroheim. Le

plus surestimé des films de Renoir. Incontournable un 11 novembre, pour des programmateurs qui n'oseront jamais programmer à cette date *Pour l'exemple, les Hommes contre ou les Sentiers de la gloire*.
22 h 30 (FR 3) *Number seventeen* d'Alfred Hitchcock.
● **Lundi** 20 h 35 (TF 1), *Un éléphant, ça trompe énormément* d'Y. Robert avec J. Rochefort, C. Brasseur, G. Bedos et V. Lanoux. Un

bon scénario de J.-L. Dabadie, de bons comédiens. C'est ce que l'on appelle à l'étranger « la qualité française »...
20 h 35 (FR 3), *Série noire* d'A. Corneau (voir tout le bien que j'en disais la semaine dernière avant sa déprogrammation)...
● **Mardi** 20 h 40 (A2), *Benjamin* de M. Deville avec M. Morgan, P. Clémenti, M. Piccoli et C. Deneuve. Du Marivaux écrit au vitriol, ou ce qui reste du ba-

dinage galant d'antan, lorsque le vernis social a craqué. Un film somptueux dans sa forme et savoureux dans son cheminement.
20 h 35 (FR 3), « Dernière scène » Raoul Walsh avec deux films mineurs déjà évoqués la semaine dernière et victimes d'un changement de programme de dernière heure...
● **Mercredi** 21 h 35 (TF 1), *le Deuxième sexe* réalisé par J. Dayan d'après Simone de Beauvoir.

● **Jeudi** 20 h 35 (FR 3), *le Schpount* de Marcel Pagnol avec Fernandel.
23 h 10 (TF 1), *le Mépris* de J.-L. Godard avec B. Bardot, M. Piccoli, J. Palance, soi-disant d'après le roman de Moravia.
● **Vendredi** 23 h (A 2), *l'Ange des maudits* de F. Lang avec M. Dietrich. Etrange, kitch et entièrement tourné en studio, presque un western expressionniste.
Michel Laszlo

Parution le 10 décembre 1984

Christian BARSOC

Préface d'Ernest MANDEL

Les lendemains de la crise

Impasse capitaliste et issue socialiste

LA BRECHE

50F au lieu de 65F jusqu'au 8 décembre 1984.

A RETOURNER A PEC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 MONTREUIL.

Je commande ... exemplaires de "les lendemains de la crise" à 50 francs l'exemplaire.

Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9 rue de Tunis PARIS XI^{ème}. NOM

Je désire le recevoir dès parution à l'adresse ci-dessous, moyennant 6,50 pour les frais d'expédition. NOM.....

N° et rue

Localité

Je joins mon règlement deF. (chèque à l'ordre de PEC).

LA MORT D'INDIRA GANDHI

La fin d'un règne

Assassinée par son escorte, Indira Gandhi était la clé de voûte du système politique indien. Son autoritarisme s'est avéré incapable de maîtriser la crise de l'Etat fédéral. Elle avait succédé à son père Nehru. Son fils perpétue la dynastie. Onze cents personnes sont mortes dans les émeutes consécutives à cet événement.

Le vide politique laissé par la mort d'Indira Gandhi en dit long sur la crise de direction que connaît l'Inde et la vague de violence qui l'entoure ne doit pas faire oublier l'autoritarisme dont elle faisait preuve. Contrairement à son homonyme, apôtre de la non-violence, Indira Gandhi a quelques bains de sang sur les bras.

En mars 1984, alors que trois cent mille dockers paralysaient les principaux ports du pays, la police en massacra trois cents, familles comprises, à Paradeep. Lors des émeutes de l'Assam, au début 1983, ou pour réprimer l'agitation sikh en juin dernier, les autorités ont eu la gâchette facile. A son retour au pouvoir en 1980, I. Gandhi

Grande comme six fois la France et forte de plus de sept cents millions d'habitants, l'Inde est une république de vingt-deux Etats et neuf Territoires de l'Union. Seize langues sont reconnues par la constitution en plus de la langue officielle, l'hindi. Elle occupe le quatorzième rang des pays industriels. Soixante pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté défini par les organismes internationaux. Quarante pour cent des enfants d'âge préscolaire souffrent de malnutrition. Avec 15 % de la population mondiale, l'Inde possède 11,2 % des terres cultivables. L'agriculture, qui entre dans le PIB pour 40,4 % occupe 69 % de la population active.

avait introduit des lois répressives sur la sécurité nationale et le maintien des services essentiels.

La révolte des sikhs

Les luttes entre le pouvoir central et les Etats de l'Union comme le Pendjab ou l'Andhra Pradesh, ou des régions comme l'Assam, sont autant d'épines dans le pied du cadre hérité du colonisateur britannique. En 1947, à l'indépendance, le pays est découpé en Pakistan, à majorité musulmane, et Inde à majorité hindouiste.

Le Pendjab est l'un des Etats au plus haut revenu par habitant. La paysannerie moyenne, essentiellement de religion sikh, y a été le berceau de la « Révolution verte ». Le revenu individuel des sikhs est de 50 % supérieur à la moyenne nationale.

Lorsqu'en 1980, le gouvernement régional passe aux mains du Congrès-Indira, soutenu par la communauté hindouiste, une vague de violence se déchaîne. Pour affaiblir le parti sikh Akali Dal, I. Gandhi va attiser l'agitation menée par Sant Bhindranwale, qui prône l'établissement d'un Etat sikh indépendant par l'action armée. En avril 1983 se crée une armée de cent mille volontaires sikhs qui prêtent serment dans l'enceinte du Temple d'or à Amritsar. Il jurent de lutter jusqu'à la mort. Le Premier ministre choisit la manière forte. Le temple est investi le 6 juin

1984. Le bilan officiel est de six cent cinquante tués mais d'autres sources donnent le chiffre de deux mille morts. Plusieurs cas de mutinerie se produisent dans des régiments sikhs qui seront matés. Les sikhs, qui constituaient le quart de l'armée coloniale représentent encore 12 % d'une armée forte de plus d'un million d'hommes, en particulier dans son encadrement.

Le poids du communalisme

Les massacres de l'Assam illustrent, eux aussi, le poids croissant du communalisme. Un fort sentiment xénophobe s'est développé parmi les Assamais, hindouistes, contre les immigrés musulmans venus du Bengale et les agressions inter-communautaires se sont multipliées. Les dirigeants assamais appelèrent au boycott des élections de février 1983 et le Congrès-(I) n'obtint la majorité que des 10 % d'électeurs participants. Les émeutes de cette période firent environ deux mille morts et dix mille sans-abri.

Le Congrès-(I) connaîtra cette même année deux sérieux revers électoraux dans deux grands Etats du sud, l'Andhra Pradesh et le Karnataka où des coalitions régionalistes l'emportent. Pour tenter de remettre la main sur l'Andhra Pradesh, madame Gandhi en fait destituer le ministre en chef Rama Rao. L'épreuve de force tourne en défaveur du Premier ministre qui doit affronter des mobilisations importantes. Le 16 septembre dernier, Rama Rao est réintégré dans ses fonctions, un mois après sa destitution.

A travers ces conflits, le communalisme s'affirme comme une donnée permanente de la vie politique indienne : à la fois phénomène structurel et stratégie des classes dirigeantes pour diviser les masses. Nos camarades de la section indienne de la IV^e Internationale l'analysent justement :

« En fin de compte, le communalisme découle de l'idée que des gens qui appartiennent à la même religion constituent une communauté homogène, avant certains besoins, des aspirations et une culture en commun, et qu'en plus la survie et la croissance de cette communauté exigent qu'elle impose sa domination sur les autres communautés religieuses par la force, parce



Indira Gandhi

que les intérêts de ces différentes communautés s'excluent mutuellement (1) »

Un parti sans concurrent national

Le Congrès-(I) représente une coalition d'intérêts entre la bourgeoisie industrielle et une paysannerie enrichie. Il est le véritable « centre de gravité » du système politique. Conservant, malgré les scissions, le prestige de la lutte pour l'indépendance, il est le seul choix possible pour cette bourgeoisie. Seule formation d'envergure nationale, il se confond avec le pouvoir central dont elle dépend. Indira Gandhi incarnait la meilleure garantie pour l'établissement d'un régime politique stable et pour faire accepter des compromis.

La période de 1977 à 1980 où elle fut exclue du pouvoir, démontra l'incapacité des gouvernements du Janata, parti hindouiste traditionaliste et des partis com-

munistes à présenter une alternative durable.

Afin d'assurer sa succession, I. Gandhi organisait un véritable culte autour de ses fils. La mort accidentelle du cadet Sanjay, en 1980, propulsa au premier plan l'aîné Rajiv, qui vient de lui succéder.

Celui-ci a confirmé les options politiques de sa mère. I. Gandhi avait fait de la politique extérieure son domaine réservé et son fils s'est, comme elle, attribué ce portefeuille. L'apogée de madame Gandhi fut son accession à la tête du Mouvement des non-alignés, lors du sommet de Delhi en 1983. Auparavant, elle avait amorcé un rapprochement avec les USA, sans pour autant rompre avec ses alliés soviétiques, pour qui elle faisait figure de « progressiste ».

La France la courtisa après le 10 mai et les échanges entre les deux pays se sont développés avec la vente de quarante Mirage 2000 et les accords passés par PUK, CIT-Alcatel et la CFP. La France est devenue le fournisseur d'uranium de l'industrie nucléaire indienne. La plus grande puissance de l'Asie du sud continue à connaître des rapports ombrageux avec ses voisins, la Chine et le Pakistan, en guerre contre elle à trois reprises.

L'Inde se vantait d'être « la plus grande démocratie du monde ». Force est de constater le vide d'une telle affirmation : les méthodes de domination d'Indira Gandhi n'avaient rien de démocratiques. S'appuyant sur la hiérarchie des castes de la religion hindoue et sur le communalisme, elle était attelée à l'édification d'un pouvoir central fort. Ce sont les inégalités de développement du capitalisme indien dont elle a voulu jouer qui ont été l'instrument de sa mort.

Jean-Jacques Laredo

Soutien à la révolution nicaraguayenne

Meeting LCR

12 décembre, 20h. Mutualité

Avec Alain Krivine, de retour du Nicaragua et de nombreuses personnalités invitées